

GILETS JAUNES

Des clés pour comprendre



ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES DES RIGOLES, 75020 PARIS

WWW.SYLLEPSE.NET

EDITIONS@SYLLEPSE.NET

ISBN: 978-2-84950-736-0

Les éditions Syllepse remercient les auteur-es pour les textes qu'ils ont bien voulu leur confier.

Les titres et les intertitres sont de la rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

7. « NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

INTRODUCTION

11. LA COULEUR DES GILETS JAUNES

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES DE LA ZONE PORTUAIRE DE SAINT-NAZAIRE

12. DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT

GILETS JAUNES DE COMMERCY

13. PARTICIPER AUX MOBILISATIONS DES GILETS JAUNES

UNION SYNDICALE SUD-INDUSTRIE

14. LES QUARTIERS POPULAIRES AUX CÔTÉS DES GILETS JAUNES

LE COMITÉ ADAMA

14. « CE N'EST PAS UNE ALLIANCE AU PRIX D'UN RENONCEMENT POLITIQUE »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI / PROPOS RECUEILIS PAR YASSINE BNOU MARZOUK

16. SE MOBILISER QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DU GILET

CGT

17. MACRON ENTENDAIT RÉPONDRE AUX GILETS JAUNES EN PRÉSENTANT LES OBJECTIFS DE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE. C'EST RATÉ !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

18. NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS PARTOUT !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

18. AGIR MAINTENANT !

DES SYNDICALISTES

GILETS JAUNES

19. GAGNER ENSEMBLE !

INFOCOM-CGT

20. UNE VEILLE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

COMMISSION ANTIFASCISTE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

20. CONSTRUIRE DES COMITÉS POPULAIRES

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

21. UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SOCIALEMENT JUSTE

FSU

21. GILETS JAUNES, REVENDICATIONS SYNDICALES ET EXIGENCES POPULAIRES

CGT, FSU, SOLIDAIRES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ENSEMBLE !, FRANCE INSOUmise, GÉNÉRATIONS, PCF, PICARDIE DEBOUT (AMIENS)

22. VENT DE COLÈRE SUR LE FINISTÈRE-SUD

DÉCLARATION UNITAIRE

23. GRÈVE ET BLOCAGE DES RONDS-POINTS

CGT-RENAULT-CLÉON

24. CONSTRUIRE ENSEMBLE

UD-CGT (SEINE-MARITIME) ET UL-CGT (ELBEUF, SOTTEVILLE, COURONNE, ROUEN)

24. POURQUOI J'IRAI SAMEDI À LA MANIF DES GILETS JAUNES

UN GILET JAUNE

26. DÉZINGUER LE TANDEM MACRON-MEDEF

CGT-SANOFI (TOURS)

27. « ACCUMULER DE LA THÉORIE CRITIQUE NE SUFFIT PAS. SI ELLE PEUT ÉCLAIRER L'ACTION, ELLE N'EN EST PAS L'INTERRUPTEUR »

UN GILET JAUNE DE RENNES

28. POUR DES REVENDICATIONS ET UNE ACTION COMMUNES AVEC LES GILETS JAUNES

FNIC-CGT

29. FAIRE MONTER L'EXIGENCE DE HAUSSES DES SALAIRES

FÉDÉRATIONS CGT : AGRO-ALIMENTAIRE, CHEMINOTS, COMMERCE ET SERVICE, CHIMIE, MINES-ÉNERGIE, PORTS ET DOCKS, TRANSPORTS

29. LES REVENDICATIONS DES GILETS JAUNES SONT LES NÔTRES

CGT, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES DE HAUTE-LOIRE

30. DÉMOCRATIE EN ACTES ET COMBAT COMMUN

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU VAL-DE-MARNE

31. UN SAMEDI AUX CHAMPS

ADÈLE (MONTREUIL)

31. POUR L'ÉCOLOGIE, DANS LA RUE LE 17 NOVEMBRE !

COOPÉRATIVE POLITIQUE ÉCOLOGIE SOCIALE

34. LES CAHIERS DE DOLÉANCES

ROBERT DUGUET

36. LA NOUVELLE GUERRE DES FARINES

JEAN CASANOVA

37. LES GILETS JAUNES ET LES « LEÇONS DE L'HISTOIRE »

GÉRARD NOIRIEL

41. DES GILETS ROUGES AUX GILETS JAUNES : LA CLASSE OUVRIÈRE INTROUVABLE ?

JEAN-FRANÇOIS CABRAL

43. LE BESOIN D'UNE UNITÉ QUI DONNE UNE PERSPECTIVE À TOUS LES TRAVAILLEUR-EUSES, AVEC OU SANS GILET JAUNE

L'INSURGÉ

44. POURQUOI ET COMMENT EN ÊTRE

ALAIN BIHR

INTRODUCTION

« NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

9 DÉCEMBRE 2018

Un nouvel acteur, « sorti de nulle part¹ », est apparu sur la scène politique et sociale : les Gilets jaunes. Dans une société française assommée par des décennies d'austérité, désespérée par les défaites et les reculs sociaux, le mouvement des Gilets jaunes a sonné l'alarme sociale et donné le premier coup d'arrêt à la politique d'appauvrissement et de dislocation sociale menée par les pouvoirs successifs.

Ce mouvement délibère, propose, agit. À la verticalité jupitérienne, à la délégation de pouvoir, il oppose l'horizontalité démocratique :

Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération politique s'inscrivent confusément dans le prolongement du combat des sans-culottes en 1792-1794, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque².

Suspicieux, d'aucuns ont choisi de se focaliser sur les manifestations de racisme, d'islamophobie ou de sexisme qui ont pu émailler le mouvement. L'extrême droite est certes en embuscade et tente d'imprimer sa marque sur le mouvement. Invité sur les plateaux de télévision, un « Gilet jaune » du Vaucluse affirme ainsi souhaiter le remplacement d'Emmanuel Macron par le général de Villiers³ et la nécessité de chasser les immigrés...

Dans une France qui a vu Marine Le Pen recueillir 34% des voix au dernier scrutin présidentiel, un pays où la discrimination raciale structurelle est si ancrée, comment un mouvement aussi large, constitué et enraciné localement en si peu de jours, pourrait-il, ici ou là, échapper aux relents de haine et de division instillés par l'extrême droite et les politiques mises en œuvre ? Dans tout mouvement de masse, des revendications et des postures basées sur la recherche de boucs émissaires (en l'occurrence les personnes migrantes) émergent. C'est, nous semble-t-il, en étant « tous et toutes ensemble » dans le mouvement qu'elles peuvent être repoussées. Il est décisif que le mouvement ne se laisse pas détourner de son centre de gravité : solidarité, justice sociale et démocratie.

Interloqués, déconcertés et éberlués, commentateur·trices et journalistes interrogent les citoyen·nes insurgé·es, parfois de façon comminatoire : « Qui êtes-vous ? », « Que voulez-vous ? » On sent leurs difficultés à saisir les réponses qui se sont faites jour derrière le rejet des taxes : « Nous sommes le peuple », « Ce que nous voulons ? Tout et tout de suite ! » C'est manifestement excessif pour celles et ceux qui dans leur « candeur » pensent que les Parisien·nes se sont levé·es le matin du 14 juillet 1789 en se disant : « Tiens, si on allait prendre la Bastille et proclamer la République !⁴ »

Pour les « élites » au pouvoir, les « gens d'en bas » doivent rester à leur place et l'inconcevable est en train de se produire. Un nouveau sujet politique et social est en voie de constitution et affirme sa légitime souveraineté : le peuple des salarié·es du privé et du public, des privé·es d'emploi, des retraité·es, des jeunes, des auto-entrepreneur·es pauvres... Il s'est doté de sa marque de fabrique, de ses espaces de discussion et de décision, il agit selon ses propres modalités et impose son propre rythme.

1. « Un drapeau tombe d'un camion. Sa couleur est dans notre imagination, le film est en noir et blanc. Charlot le chômeur le ramasse et court après le camion pour restituer le drapeau. Aussitôt, une foule surgie de "nulle part" s'élance derrière lui... », Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*, 1936.

2. Gérard Noiriel, « Les Gilets jaunes replacent la question sociale au centre du jeu politique », *Le Monde*, 27 novembre 2018.

3. Pierre de Villiers, *Qu'est-ce qu'un chef?*, Paris, Fayard, 2018.

4. Voir Sophie Wahmich, « La structure des mobilisations actuelles correspond à celle des sans-culottes », *Mediapart*, 4 décembre 2018.

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE SOCIALE

Pour ceux et celles qui avaient douté de ce qui avait commencé il y a deux ans, les voilà les nouvelles «Nuit debout». Et leur composition sociale dément les affirmations sur la «passivité» et le «chacun pour soi dépolitisé».

Hier, isolé·e, chacune et chacun vivait sa précarité comme une souffrance individuelle et avait pu céder au fatalisme. L'irruption du mouvement des Gilets jaunes a d'ores et déjà changé cette pesanteur écrasante. Au-delà des tensions internes normales, la mise en commun et la reconnaissance des mêmes douleurs sociales ont créé un fort sentiment d'appartenance commune à une sorte de «tiers-état» du 21^e siècle qui se cristallise dans la détestation d'un président de la République qui, à lui seul, prend le visage des deux cents familles maîtresses de l'économie et de la politique françaises à l'époque du Front populaire.

Une conscience sociale, certain·es diraient une conscience de classe, fermente dans cette fraternité qui s'est installée. Cette nouvelle communauté sociale a créé son drapeau : le gilet jaune qui rend visibles les invisibles d'hier. Porté sur les épaules, arboré derrière le pare-brise ou brandi à bout de bras, il a fait reculer le pouvoir néolibéral et compte bien le faire reculer encore.

Les femmes aussi sont sur les ronds-points et les blocages, au premier rang des manifestations et dans la prise de parole. Présentes sur les plateaux de télévision, elles donnent au mouvement un visage inhabituel car trop souvent dans les mouvements sociaux ce sont les hommes qui parlent. Elles sont là et elles ne passent pas inaperçues, elles disent leur situation et leurs engagements. Premières victimes de la précarité, du chômage et du temps partiel imposé, les femmes en gilets jaunes dénoncent la condition qui leur est faite dans la société. Elles sont une force vitale du mouvement.

Quant aux plus jeunes, s'ils ont souvent «montré la voie», comme en 68 ou plus récemment en 2006 contre le CPE, aujourd'hui ce sont les Gilets jaunes qui ont ouvert la brèche. La contestation lycéenne qui secoue actuellement les centaines d'établissements scolaires s'inscrit dans ce contexte. À sa manière, elle reflète les préoccupations de leurs familles et de leurs proches : le chômage, la précarité, les fins de mois difficiles sont aussi leur quotidien. La répression du mouvement lycéen vise à faire peur. Pour éviter la contagion et empêcher la jonction entre la jeunesse scolarisée et le mouvement des Gilets jaunes, le pouvoir tente d'écraser dans l'œuf la contestation.

APPROPRIATION DE L'ESPACE PUBLIC

Excédé par un Gilet jaune, un politicien a pu s'exclamer, un tantinet méprisant : «Mais c'est la démocratie des ronds-points que vous voulez?» Trop tard, pourrait-on lui répondre, une nouvelle construction démocratique est déjà à l'œuvre. Elle se cherche, elle tâtonne, elle expérimente. Aux péages, sur les ronds-points, aux bords des routes, aux abords des zones industrielles et commerciales, des citoyen·nes se sont approprié l'espace public comme lieu d'existence sociale collective. «Cabane jaune», «QG jaune», «Maison du peuple jaune, mini-zad» sont apparus qui ne sont pas sans rappeler le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis et l'occupation de la place Tahrir en Égypte lors du Printemps arabe.

Ainsi les Gilets jaunes ont construit leurs propres parlements locaux où les actions se coordonnent, les blocages s'organisent, les débats se déroulent. Un nouveau lien social émerge qui brise l'isolement et le silence en affrontant le pouvoir de l'argent et son État.

Forts de leur légitimité, face à cet État, les Gilets jaunes imposent leurs lieux de manifestations, leurs modalités d'action, leurs revendications. Depuis plusieurs semaines, un nouveau pouvoir populaire – sera-t-il temporaire? – organise la circulation routière et en a pris le contrôle, imposant par-ci par-là la gratuité des autoroutes.

UN PROGRAMME EN DEVENIR

Parti de la question de la taxation inique des carburants et non – comme certains ont voulu le faire croire – contre l'écologie, le mouvement des Gilets jaunes a élargi sa vision commune des problèmes qu'ils et elles affrontent. Désormais, c'est le fonctionnement global de la société qui est interrogé, ainsi que le concentre parfaitement le slogan «*Fin du monde, fin de mois, même combat*».

Les maîtres des informations s'étonnent que le retrait de cette taxation qui a mis le feu aux poudres n'arrête pas le mouvement. L'action en commun donne en effet confiance et forge l'expérience d'une communauté: la domination qui pèse chaque jour sur les dominé-es et les exploité-es est en partie effacée par le nombre et les échanges entre égaux. L'humiliation si souvent ressentie comme un obstacle à la discussion et à la parole s'estompe avec l'action commune: le goût et l'habitude viennent pour définir les buts du moment et ceux des jours à venir. Il en est de même dans tous les grands mouvements populaires, 1936, 1968, 1995...

Des cahiers de doléances sont élaborés. À sa manière, et évidemment avec des ambiguïtés, ce mouvement qui se dit «apolitique» redonne à la politique un contenu et une exigence que l'on avait quelque peu oubliés. Partage des richesses, augmentation d'au moins 300 euros du Smic, revalorisation des minimas sociaux à 1000 euros minimum, droit au travail, transformation des institutions, démocratie directe, contrôle des élus, gestion des moyens et finances publiques, services publics, logements sont soumis à la discussion publique. On va même jusqu'à exiger la fin des négociations secrètes puisque désormais les exigences démocratiques s'appuient sur les merveilles de la technologie. Un programme s'élabore en pointillé, jour après jour: chacun et chacune peut et doit y retrouver ses aspirations et la solution aux problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la Cité.

Le mouvement des Gilets jaunes refuse souvent l'aide des syndicats – et *a fortiori* des partis – qu'il considère, à tort ou à raison, comme susceptibles de se substituer à leur auto-organisation. Il refuse la structure pyramidale commune aux organisations existantes et la délégation de pouvoir. Pour autant, certaines organisations syndicales et associatives ne sont pas restées indifférentes. Nombre de leurs membres sont présents sur les ronds-points, les structures territoriales et de site semblant les plus promptes à dialoguer avec ce mouvement inédit.

Cette irruption ne peut effacer en un instant les profondes et multiples divisions qui frappent le salariat de ce pays. Elle met néanmoins en lumière le processus d'adaptation des lieux et des modalités du combat syndical hérités du siècle passé aux nouvelles conditions de l'exploitation. La puissance et la profondeur de cette mobilisation antigouvernementale ainsi que les tensions et les débats qu'elle génère ne peuvent que faciliter la cristallisation de l'alliance progressiste nécessaire pour stopper la main trop visible des multinationales et des prédateurs. Les gilets rouges, verts, roses qui ont commencé à faire leur apparition pourraient en être les prémices¹. Malgré les hésitations et les doutes, voire les désaccords, certaines équipes d'animation des organisations syndicales sont nombreuses dans les régions à s'être engagées aux côtés des Gilets jaunes. Les documents que nous publions ici le montrent. La très grande différence quant à la réalité de la mobilisation citoyenne entre Paris d'une part et le reste du pays d'autre part, explique en partie les réserves exprimées au plan national par ces organisations qui, même quand elles sont fédéralistes, sont lourdement marquées par le centralisme parisien.

Insaisissable et incontournable, le mouvement a donc de quoi surprendre. Certain-es de ses «représentant-es» sont contesté-es dès leur «nomination²», d'autant qu'à côté des porte-parole autoproclamés, ce sont le pouvoir ou les médias qui prétendent les sélectionner. Pour endiguer la demande démocratique, ces messieurs-dames du Château inventent des «dispositifs» pour «recueillir» les doléances dans des préfectures et les sous-préfectures qui après «synthèses» seraient transmises aux services gouvernementaux... Ils veulent utiliser à leur profit l'initiative prise par certains maires de petites communes qui pensaient faire de leur mairie la maison commune où le «tiers» aurait pu s'assembler pour débattre et déposer ses cahiers de doléances.

Osons rêver d'autre chose: des «assemblées primaires» locales et des états généraux dotés de tous les moyens d'information, de communication et de délibération de notre temps. Osons rêver, avec La Réunion, d'une extension à toutes les colonies. Osons rêver, avec la Belgique, d'une extension européenne de cette dynamique démocratique.

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire.

1. L'appel du Comité Adama à rejoindre les Gilets jaunes, la rébellion de La Réunion, les différents textes syndicaux que nous reproduisons dans ce volume, l'appel «arc-en-ciel», notamment signé par Jacques Bidet et Christine Delphy, et la haie d'honneur faite par les Gilets jaunes de Montpellier à la manifestation contre les violences faites aux femmes, l'entrée des lycéen-nes dans la lutte et la jonction entre les Gilets jaunes et les marcheurs pour le climat en sont sans doute des pointes avancées.

2. Rappelons-nous les ouvriers turinois de 1969 qui avaient pour mot d'ordre: «*Nous sommes tous des délégués, nous sommes tous des dirigeants*».

GILETS JAUNES

Fidèles à la vocation des éditions Syllepse de «*donner les moyens aux acteurs, individuels et collectifs, du mouvement social de publier leurs contributions*», nous avons voulu réunir ici des textes et des déclarations, parmi beaucoup d'autres, qui nous ont semblé éclairants des questions sociales, démocratiques et écologiques que le mouvement des Gilets jaunes a mises, au sens propre comme au sens figuré, sur la place publique.

Gratuit, ce livre électronique est fait pour circuler le plus largement possible.

Cette première contribution des éditions Syllepse au mouvement social en cours ne peut pas offrir une image entière de ce *mouvement en mouvement* en raison de l'ampleur de celui-ci. Que cet ouvrage soit imparfait, nous le reconnaissons volontiers. Nous nous en réjouissons même car le mouvement des Gilets jaunes dans sa diversité et les questions qu'il nous pose ne peuvent tenir dans un seul livre.



En cliquant sur les petits gilets jaunes, vous accéderez à des vidéos.

En cliquant sur la **SOURCE** à la fin de chaque article, vous accéderez aux sites d'origine du texte.

En cliquant sur www.syllepse.net en bas de page, vous accédez au site des éditions Syllepse.

LA COULEUR DES GILETS JAUNES

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES DE LA ZONE PORTUAIRE DE SAINT-NAZAIRE

21 NOVEMBRE 2018

«Notre objectif n'est pas de détruire mais, bien au contraire, de construire un monde plus humain pour nous et les générations futures» expliquent les Gilets jaunes de Saint-Nazaire, dans un appel-programme à se réunir en assemblées dans les préfectures [...]. «La solution est en nous-même, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes les couleurs.»

Le mouvement des Gilets jaunes exprime, depuis le 17 novembre dernier, le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité, toujours plus arrogant envers les faibles, toujours plus acquis aux puissants.

Depuis le 17 novembre, les actions de blocages économiques routiers des centres de la grande consommation se multiplient partout en France. L'objectif est d'assécher les puissances de l'argent pour faire plier un pouvoir politique qui leur est acquis.

Ces actions ont aussi pour conséquences malheureuses de gêner de simples citoyens dans leurs tâches quotidiennes, des citoyens qui subissent eux aussi un système qui élimine toujours plus les rapports humains et bienveillants pour leur substituer les rapports comptables d'argent.

Notre objectif n'est pas d'instaurer une gêne durable et prolongée pour les femmes et les hommes qui vivent sur notre territoire. Notre objectif est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple, un pouvoir qui lui revient pleinement de droit. Si nous attendons trop notre mouvement s'essouffera et se divisera fatalement. Pourtant, l'éveil du peuple se répand. Partout, en Belgique, en Bulgarie, en Allemagne, ailleurs dans

le monde les peuples se réveillent, ils décident eux aussi de ne plus subir. Le problème est chez eux comme chez nous.

Un rassemblement parisien a été décidé le samedi 24 novembre, en direction de l'Élysée, pour aller trouver, comme il le demandait lui-même, l'actuel président Emmanuel Macron. Que ceux qui peuvent se déplacer jusqu'à Paris y aillent, c'est une très bonne chose, mais le pouvoir exécutif a aussi ses relais locaux. Les représentants du pouvoir exécutif dans les régions et villes de province sont les préfectures et les sous-préfectures.

Ce sont elles qui sont tenues d'appliquer les décisions politiques prises en haut lieu par des élites toujours plus déconnectées de nos réalités. Ces lieux devraient être des lieux de l'exercice d'un pouvoir populaire où la fraternité et la bienveillance se côtoieraient, où les problèmes sociaux, humains et environnementaux puissent trouver des réponses naturelles et simples, soucieuses de préserver le bien-être de chacun et celui de notre patrimoine commun, et celui-ci inclus notre environnement.

Le mouvement des Gilets jaunes du bassin nazairien, le mouvement des Gilets jaunes de la zone portuaire de Saint-Nazaire a donc décidé d'organiser une assemblée dans la cour de la sous-préfecture de Saint-Nazaire, le samedi 24 novembre, à 14 heures.

Nous appelons tous les participants à observer le respect des rues environnantes et des bâtiments de la sous-préfecture elle-même. Notre objectif n'est pas de détruire mais, bien au contraire, de construire un monde plus humain pour nous et les générations futures.

LES LOCAUX PUBLICS APPARTIENNENT AU PEUPLE

Nous appelons toutes les villes de France à organiser le même jour, à la même heure, samedi 24 novembre, à 14 heures, une assemblée dans les lieux d'exercice du pouvoir exécutif et à y observer le même caractère pacifique et respectueux des biens communs. Nous demandons aux autorités publiques de laisser le peuple entrer dans ses locaux qui sont les siens, qu'il a financés et même construits de ses mains.

GILETS JAUNES

Nous n'attendons plus que la solution vienne d'en haut, les directions politiques et financières et industrielles qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que bien souvent elles ne voient même pas.

La solution est nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes les couleurs. Agissons tant qu'il est temps, nous nous le devons à nous-mêmes, nous le devons à nos anciens, nous le devons à nos enfants.

D'ici le 24 novembre, nous appelons les Gilets jaunes à poursuivre les actions de blocage économiques.

SOURCE : ASSOCIATION AUTOGESTION



DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT

GILETS JAUNES DE COMMERCY

2 DÉCEMBRE 2018

Depuis près de deux semaines le mouvement des Gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles

et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des «soupes solidaires» pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région! C'est-à-dire quelques personnes qui deviendraient les seuls «interlocuteurs» des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de «représentants» qui finiraient forcément par parler à notre place!

À quoi bon? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le préfet: ceux-ci font déjà remonter notre colère et nos revendications. Ils savent déjà qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent!

C'EST BIEN ÇA QUI FAIT PEUR AU GOUVERNEMENT !

Car il sait que s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste! Il sait aussi très bien qu'il risque d'intensifier un mouvement généralisé contre le système!

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des «représentants»: c'est pour nous encadrer et nous enterrer! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement!

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des Gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où «ceux qui ne sont rien» comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons! Et ça part de la base!

Si on nomme des «représentants» et des «porte-paroles», ça finira par nous rendre passifs.

Pire: on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant «représentants du peuple» qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches!

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne!

DES COMITÉS POPULAIRES

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de Gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de Gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une «maison du peuple» comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité!

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés! Reprenons le pouvoir sur nos vies! Vive les Gilets jaunes dans leur diversité!

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE!

[...] Coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires!

SOURCE : MANIF-EST.INFO



PARTICIPER AUX MOBILISATIONS DES GILETS JAUNES

UNION SYNDICALE SUD-INDUSTRIE

22 NOVEMBRE 2018

De nombreux syndiqué·es membres de notre Union SUD-Industrie et sympathisant·es ont participé depuis le début aux différentes actions des Gilets jaunes, surtout en régions. Cette mobilisation inédite est avant tout celle d'une révolte populaire contre le pouvoir et le gouvernement en place, dont le prix de l'essence a servi de déclencheur à un mouvement spontané et auto-organisé.

Cette colère légitime ne peut pas être balayée ni méprisée car elle repose sur la réalité quotidienne de millions de citoyens qui souhaitent en finir avec un système injuste et dont l'arrogance des élites proclamées et l'accroissement des inégalités entre classes sociales alimentent ces mobilisations.

Les mobilisations des Gilets jaunes, qui n'appartiennent à personne si ce n'est à ceux et celles qui s'organisent, trouvent un écho grandissant par leurs formes de mobilisations et d'action, leur refus d'élire ou de choisir des «dirigeants» qui seraient prêts à trahir à la première négociation, et marquent leur volonté d'aller «chercher Macron» là où il est, là où est le pouvoir politique.

En appelant à participer massivement aux manifestations du 24 novembre 2018 et notamment la montée à Paris, SUD-Industrie rappelle que la mobilisation doit aussi se poursuivre sur le terrain économique en discutant dès maintenant des modalités de grève et d'organisation dans nos lieux de travail: cette étape est indispensable pour bloquer la production et mettre la pression sur le patronat et obtenir de véritables acquis sociaux, en continuant à porter nos revendications syndicales (remboursement des frais de transport, augmentations de salaires, embauches CDI, etc.).

La persévérance à se battre sur le terrain et l'encouragement d'un mouvement populaire et massif conduit les équipes de SUD-Industrie à décider localement de leur participation éventuellement «badgée» et affichée, car le syndicalisme de transformation sociale à vocation à construire ici et maintenant les bases d'une autre société, loin des cadres institutionnalisés qui défendent les classes dominantes et les oppresseurs.

Nous devons également être vigilants devant un tel mouvement et de ses dérives possibles certes minoritaires mais existantes, celles de l'homophobie et du racisme. Il n'est ni tolérable ni acceptable que de tels propos ou comportements s'expriment et nous les condamnons fermement ; il convient de faire preuve de la même rigueur envers l'extrême droite qui doit être sortie par tous les moyens de ces mobilisations.

SUD-Industrie appelle l'ensemble des structures syndicales à participer à ces mobilisations en renforçant la présence de militants syndicaux pour gagner face au gouvernement en faisant émerger une société radicalement différente, écologiste et égalitaire, en obligeant dès maintenant les constructeurs automobiles, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs économiques à prendre en compte les préoccupations de la population... ou bien de céder leur place.

Seule la lutte paie !

SOURCE : SUD-INDUSTRIE

LES QUARTIERS POPULAIRES AUX CÔTÉS DES GILETS JAUNES

LE COMITÉ ADAMA

28 NOVEMBRE 2018

Les quartiers populaires sont confrontés aux mêmes problématiques sociales que les territoires ruraux ou périurbains - dits « périphériques » - touchés par la politique ultralibérale de Macron.

Nous aussi nous habitons des territoires enclavés, même à proximité des grands centres urbains. Nous aussi, habitant.es des quartiers populaires, nous travaillons le plus souvent dans les secteurs les plus précaires pour des salaires de misère.

Nous aussi nous devons parfois faire plusieurs heures de voiture pour nous rendre sur nos lieux de travail : dans des usines, dans des entrepôts, dans le nettoyage industriel ou encore dans le secteur de la sécurité. Pour beaucoup parmi nous, c'est aussi le chômage, qui atteint 40% dans certains quartiers.

RACISME ET QUESTIONS SOCIALES

À ces inégalités sociales, s'ajoutent le racisme, les humiliations quotidiennes et les violences

policières. Violences policières auxquelles les Gilets jaunes sont aussi confrontés aujourd'hui à leur tour. Après celui contre la loi Travail, c'est maintenant le mouvement des Gilets jaunes qui connaît cette répression.

Ne laissons pas le terrain à l'extrême droite, et réaffirmons nos positions contre le racisme à l'intérieur du mouvement des Gilets jaunes.

UNE ALLIANCE EN CONSTRUCTION

Faisons alliance à égalité, avec nos spécificités, contre le régime Macron qui détruit nos vies, et qui nous laisse agoniser chaque fin de mois pour parvenir à nourrir nos familles.

Nous appelons tous les habitant.es des quartiers populaires à venir massivement se battre pour leur dignité le samedi 1^{er} décembre. Comme le font les habitants de La Réunion qui nous ont montré la voie.

SOURCE : PARIS-LUTTES.INFO

« CE N'EST PAS UNE ALLIANCE AU PRIX D'UN RENONCEMENT POLITIQUE »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI / PROPOS
RECUEILIS PAR YASSINE BNOU MARZOUK¹

27 NOVEMBRE 2018

Le Comité Adama appelle à manifester samedi 1^{er} décembre aux côtés des Gilets jaunes, contestation populaire contre la politique d'Emmanuel Macron. Une décision lourde de sens. Youcef Brakni, l'un des porte-parole du comité Adama, explique au Bondy Blog les raisons de cette alliance avec un mouvement décrié suite à quelques dérives racistes. Entretien.

Quelle a été la principale motivation pour soutenir la mobilisation des Gilets jaunes ?

Même si le mouvement proteste contre la hausse des taxes, il s'agit en réalité d'une grogne générale issue de la France dite « rurale », à l'abandon et qui subit de plein fouet les politiques libérales.

1. Respectivement membre du comité Justice pour Adama et journaliste au *Bondy Blog*.

De façon spontanée, elle a décidé d'exprimer son ras-le-bol en sortant dans la rue comme nous l'avons fait lors de la mort d'Adama Traoré, le jour de son anniversaire. Il y a des similitudes dans la mise en forme de ces mouvements: comme nous, ils viennent de la base, de personnes qui ne sont pas forcément dans des partis politiques ou syndicats. L'autre point: les mêmes problématiques sociales sont partagées par les Gilets jaunes et les quartiers populaires. En effet, les quartiers sont aussi enclavés, quand bien même ils seraient à proximité des grands centres urbains, à l'image des quartiers nord de Marseille par exemple. Ils rencontrent aussi des problèmes de transport, de mobilité. Nous connaissons aussi le temps important qu'il faut pour se rendre à son lieu de travail, pour effectuer les tâches les plus ingrates du capitalisme, pour un salaire de misère qui partira principalement dans l'essence.

Devant l'urgence de la mobilisation, n'avez-vous pas peur de faire des alliances politiques avec un mouvement certes disparate mais comprenant des individus évoluant à l'extrême droite?

Je ne considère pas que ce soit l'extrême droite qui soit à la tête de ce mouvement, quand bien même, par opportunisme, elle essaie de récupérer cette contestation. Je connais des Gilets jaunes qui, soutiens du comité Adama Traoré, guident certaines mobilisations. On a des Gilets jaunes complètement divers; on a parfois eu des réactions racistes qui ont tout de suite été dénoncées au niveau national. La majorité de ces personnes est écrasée par le système, laissée à l'abandon. Quand ça fait vingt ans que la droite et la gauche servent de courroie de transmission au discours du Front national, il est normal que la classe populaire y soit sensible. Globalement, les Gilets jaunes sont descendus dans la rue pour vivre dignement, pas pour chasser de l'Arabe ou du Noir. Lors des discussions concrètes avec les Gilets jaunes, ils savent que nous ne sommes pas leurs ennemis; il ne s'agit pas d'un racisme élaboré comme on peut le voir dans les élites qui, par opportunisme politique, veulent surfer sur les peurs pour éviter la question sociale. Il ne faut pas jeter la pierre aux Gilets jaunes, je suis persuadé qu'avec du dialogue, leur racisme s'écroule.

Comment voyez-vous cette alliance entre certains mouvements de quartiers populaires et les Gilets jaunes?

En fait, ce type de démarche, ce n'est pas nouveau. Le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), par le biais de Tarek Kawtari, avait déjà mis en place des tentatives d'alliance

avec le monde rural, avec la critique de ces deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit de se déplacer facilement vers le Larzac mais qu'il est, en même temps, difficile de traverser le périphérique pour soutenir les quartiers populaires. C'est tout le défi du Comité Adama de déplacer le centre de gravité politique pour l'amener dans les quartiers politiques. Sinon, il sert à rien de se réclamer de la gauche, du progressisme ou encore d'affirmer lutter pour l'égalité et la justice.

Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme.

Ces tentatives de convergence des luttes n'ont pas duré. Pourquoi? Quelles différences y a-t-il avec les Gilets jaunes?

Jusqu'ici, ça [la convergence des luttes, NDLR] a échoué parce que nous nous inscrivons dans un héritage des luttes des années 1970-1980 qui étaient dans les usines. Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'espace de socialisation où l'on puisse créer des mouvements de masse. Il faut savoir que le Mouvement des travailleurs arabes à Marseille a fait une grève de 24 heures suivie par 20 000 ouvriers contre les ratonnades, les crimes racistes. L'enjeu est maintenant de reconstruire des espaces et à travers le Comité Adama, nous pouvons créer un socle fort pour les quartiers populaires. Avec des bases solides, nous pourrions aller discuter avec les mouvements sociaux, le monde rural en leur faisant une proposition claire afin de nouer des causes communes: par exemple, les violences policières qui touchent les mouvements écologistes comme à Bure, la mobilisation contre la loi Travail, ou encore, actuellement, avec les Gilets jaunes, des personnes âgées se faisant gazer alors qu'elles ne présentaient aucune menace. Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme, qui veut toujours en avoir plus et délocalise. Néanmoins, pour faire cause commune, il faut qu'ils entendent que le racisme s'ajoute à cette lutte, et qu'il a des conséquences destructrices sur nos vies.

Quel est l'équilibre à respecter dans cette alliance politique avec le mouvement des Gilets jaunes?

Ce n'est pas une alliance au prix d'un renoncement politique. Nous ne faisons pas des alliances avec des personnes qui sont ouvertement racistes. Je suis convaincu que c'est par l'expérience de la lutte en commun qu'on arrivera à changer les mentalités, à faire bouger les lignes. Cela ne se fera

pas dans des textes théoriques de cinquante pages ni sur les réseaux sociaux, mais bel et un bien par une démonstration acharnée contre ce traitement raciste qui est fait aux quartiers populaires.

Dans votre communiqué, vous évoquez le mouvement des Gilets jaunes de la Réunion. En quoi sont-ils un exemple pour vous ?

Nous partageons avec la Réunion un traitement commun ; ce sont des populations noires pour la plupart, et qui subissent un racisme. Nous sommes solidaires d'eux et estimons qu'ils montrent la voie car ils ont obtenu le gel des taxes pour une durée de trois ans ; cela témoigne du rapport de force mais aussi du niveau d'organisation. Cela montre aussi la fébrilité de l'État devant une population mobilisée malgré sa relégation et le racisme qu'elle subit.

SOURCE : BONDY BLOG

SE MOBILISER QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DU GILET

CGT

27 NOVEMBRE 2018

Encore une fois, sous couvert de nouveauté ou de modernité, «la méthode» qui a été proposée par Emmanuel Macron n'a d'autre objectif que de servir les intérêts du néolibéralisme.

Au prétexte d'une opposition entre l'ancien et le nouveau monde, les mécanismes restent identiques. Le président annonce : «pas de changement d'avis, pas de changement de cap». Ce qui veut dire, très concrètement, une mise en concurrence avec «méthode» des territoires entre eux et des populations qui y vivent.

Comment un président de la République peut affirmer dans son discours que «les riches font les bons choix» et que, pour les pauvres, il suffirait de les accompagner dans une transition énergétique grâce à des exemples «concrets, tangibles, simples»? Une nouvelle preuve de mépris! Il balaie d'un revers de la main toute ouverture de négociations gouvernementales et patronales s'agissant de l'augmentation immédiate du Smic, des salaires, des pensions et des minimas sociaux, seuls remèdes aux inégalités.

Ainsi, la feuille de route établie acte le principe de ne pas utiliser la loi, la norme, comme facteur de changement. Cela aura pour conséquence de renvoyer aux autorités territoriales, via des concertations et non des négociations, la responsabilité de trouver des voies et moyens pour répondre aux attentes de chacun et chacune. Cette méthode détruira, de fait, la dimension collective et nationale de la réponse à apporter aux légitimes revendications exprimées sur l'ensemble du pays.

De même, il renvoie au bon vouloir du patronat, la nécessaire ré-industrialisation des bassins d'emplois pour favoriser les mobilités professionnelles et la transition énergétique pour sortir des énergies fossiles. Pour la CGT, l'exemple du CICE (plus de 100 milliards d'euros en cinq ans) démontre que faire confiance au patronat sans contrôles coercitifs n'a pas permis de créer des emplois mais constitue, par contre, une vraie gabegie pour les finances publiques.

UNE FISCALITÉ DE CLASSE CONTRE LA PLANÈTE

Comment lutter contre l'émission des gaz à effet de serre (GES) s'il n'y a pas d'accélération notable du plan de rénovation énergétique des bâtiments? Aujourd'hui, 7 millions de logements sont très mal isolés, près de 4 millions de ménages peinent à payer leur facture ou se privent de chauffage!

La modulation de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), là encore, n'a rien d'innovant puisqu'un dispositif comparable a déjà existé au début des années 2000. Gain pour l'utilisateur: de 1 à 2 centimes par litre!

Enfin, dans son discours sociétal sur le consentement à l'impôt, il semble oublier très vite que celui-ci est un des fondements de l'abolition de la monarchie et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il passe aussi par la traçabilité des prélèvements fiscaux afin que le peuple sache qui le paie, sur quoi il le paie et comment il est redistribué.

À ce jour, à défaut d'une grande réforme fiscale, les niches fiscales permettent aux plus riches d'échapper à l'impôt. Emmanuel Macron assume cette fiscalité de classe et continuera la réorganisation de l'État, la diminution de la dépense publique, allant jusqu'à pousser le paradoxe en voulant faire plus de «services» avec moins de ressources... C'est ce qu'il appelle un nouveau contrat social du 21^e siècle.

En clair, Emmanuel Macron continue de casser toutes les garanties collectives: Code du travail, Sécurité sociale, services publics, etc.

La CGT reste mobilisée auprès des travailleuses et travailleurs afin qu'une vraie justice sociale puisse voir le jour.

C'est la raison pour laquelle la CGT appelle l'ensemble de la population à converger et à manifester contre le chômage et la précarité le samedi 1^{er} décembre 2018 et s'engage dans un processus de mobilisations dans les jours et semaines à venir.

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

MACRON ENTENDAIT RÉPONDRE AUX GILETS JAUNES EN PRÉSENTANT LES OBJECTIFS DE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE. C'EST RATÉ !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

27 NOVEMBRE 2018

Pour ne laisser personne de côté, il [Macron] considère que la transition énergétique doit se faire dans l'accompagnement social pour une écologie populaire. Résultat, pas de changement de cap sur les choix déjà réalisés qui favorisent : les plus riches avec la suppression de l'ISF, l'instauration d'une taxe forfaitaire sur les revenus financiers (la flat tax) ; les entreprises avec la casse du Code du travail, la consolidation du CICE qui distribue 50 milliards aux entreprises qui gonflent les dividendes distribués aux actionnaires, les exonérations de la taxe carbone en particulier pour les entreprises les plus polluantes via le marché carbone.

Macron annonce la sortie des énergies fossiles d'ici 2050. D'ici là, il aura disparu du paysage politique et c'est oublier qu'il a donné à Total l'autorisation de forages pétroliers exploratoires au large de la Guyane. Et pour flatter la fibre nationaliste et souverainiste, il met en avant l'importance de construire notre indépendance énergétique vis-à-vis des intérêts étrangers producteurs de pétrole. En attendant, il fait l'impasse sur l'absence de taxation du kérosène (transport aérien) et du fioul lourd (transport maritime).

Il affirme qu'il faut consommer moins d'énergie mais considère que le besoin de production électrique va s'accroître avec le développement de la mobilité électrique.

Il justifie ainsi la prépondérance du nucléaire en reprenant le discours du lobbie nucléaire, l'énergie décarbonée et à bas coûts oubliant là aussi le prix du démantèlement et les risques liés aux déchets nucléaires qui engagent pour des milliers d'années.

Il ne fait que confirmer la fermeture des deux réacteurs à Fessenheim et annonce celle de douze autres dont les six premiers d'ici à 2030 c'est-à-dire au-delà de son quinquennat, une manière de renvoyer la responsabilité de ses engagements à d'autres.

Quelle crédibilité peut-on dès lors lui accorder quant à ses annonces de développement des énergies renouvelables. Au passage, il rappelle que l'hydraulique est une force pour nos territoires et pour la production d'électricité. Là encore, il fait preuve d'amnésie : il a lancé le projet d'ouverture à la concurrence et aux intérêts privés des barrages hydrauliques (gérés à 80% par EDF depuis soixante-dix ans) sans même que la commission européenne l'y oblige.

En guise de réponse sur la fiscalité carbone, Macron propose d'adapter la taxe carbone à la fluctuation des prix du marché du pétrole. Or, la taxe flottante a déjà montré son inefficacité.

Enfin pour construire le nouveau modèle économique et social, il lance pendant trois mois, une consultation au niveau national et territorial en associant élus, syndicats, associations et tous ceux qui veulent participer. L'Union syndicale Solidaires a des propositions pour répondre à l'urgence sociale et écologique :

* Pour la justice fiscale, abandon des mesures favorisant les plus riches (flat tax, ISF, CICE).

* Pour une fiscalité écologique juste socialement, c'est-à-dire qui taxe les plus riches et les processus de production coûteux en énergie et en transport et les entreprises les plus polluantes (industrie, transport aérien, maritime et routier).

* Baisse des taxes sur les carburants qui touchent toute la population (la TICPE et TVA représentent près de 60%) et mise en place d'une véritable réforme fiscale reposant sur le principe de justice sociale, afin de financer les politiques écologiques et les besoins sociaux de la population. En tout état de cause un moratoire sur les dernières mesures de hausse est indispensable tant que le rééquilibrage pour une justice fiscale n'est pas réalisé.

* Pour un salaire minimum à 1700 euros net, une augmentation de 400 euros pour tous·tes, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraités...

* Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...

* Pour le développement de transports écologiques par un maillage dense de lignes ferroviaires publiques et à bas coût.

* Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements pour l'efficacité et la sobriété énergétique.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS PARTOUT !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

27 NOVEMBRE 2018

Ce 1^{er} décembre nous serons dans la rue. Les mouvements et les manifestations sont éclatés, les revendications sont multiples, mais la colère contre le gouvernement utilise les mêmes mots : justice sociale, égalité. [...] Pour nous, il sera important dans chacune des manifestations où nous nous trouverons d'amener toutes nos revendications.

Nous serons dans la rue avec les manifestations antiracistes lancées par le collectif Rosa Parks. Elles se dérouleront à Paris et dans plusieurs villes : Marseille, Lille Montpellier, Rennes, Angers...

Nous sommes engagés dans cette mobilisation depuis plusieurs mois parce que nous voulons que les discriminations cessent au travail et ailleurs et que nous luttons pour l'égalité. Ce combat est important pour l'unité dans nos luttes.

Nous serons dans la rue avec les chômeurs et chômeuses pour qui le 1^{er} décembre est une date traditionnelle de mobilisation pour la défense de leurs droits, en particulier pour une indemnisation qui ne soit pas au-dessous du seuil de pauvreté quelles que soient les formes de chômage.

Des camarades et certains syndicats de Solidaires seront également présent·es pour porter la justice sociale, la justice fiscale et la transition écologique aux côtés des Gilets jaunes.

Nous manifestons donc ce 1^{er} décembre et ce combat nous le continuons sur nos lieux de travail.

De nombreuses grèves ont eu lieu ces derniers mois, des combats longs, difficiles. Il est sans doute temps de les reprendre, comme le font les travailleurs et travailleuses des raffineries, comme les travailleuses de l'hôtel Park Hyatt ou les salariées de MacDo à Marseille...

Agir ensemble au plan professionnel, c'est le sens de la demande d'une réunion intersyndicale que nous avons fait il y a deux semaines maintenant.

Nous voulons satisfaction, nous devons nous y mettre tous et toutes ensemble, en manifestation, en blocages et en grèves.

Pour la justice fiscale, baisse des taxes sur les carburants, abandon de la flat tax, rétablissement de l'ISF, abandon des mesures sur le CICE...

Pour l'égalité, de vraies mesures contre les discriminations, aucun·e travailleur·euse n'est illégal·e, égalité des droits...

Pour un salaire minimum à 1700 euros, une augmentation de 400 euros pour tous·tes, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraités...

Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...

Pour la transition écologique, taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transport aérien, maritime et routier, soutien à la rénovation des logements et à des alternatives écologiques d'ampleur.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

AGIR MAINTENANT !

DES SYNDICALISTES¹

27 NOVEMBRE 2018

Le mouvement des Gilets jaunes, son développement dans les zones rurales et à la périphérie des grandes villes, témoigne d'une colère profonde contre la politique de Macron, une politique au service d'un patronat qui ne recherche que ses profits. Une politique qui se conjugue aux bas salaires, à l'explosion du chômage et de la précarité.

Extrêmement variée dans sa composition, dans ses mots d'ordre et dans ses modes d'actions, cette

1. Texte signé par plusieurs dizaines de syndicalistes de diverses appartenances.

mobilisation est marquée par la colère contre les attaques subies par les classes populaires. Nous ne pouvons pas la négliger, ni la mépriser. Les nouvelles taxes injustes sur le prix des carburants pénalisent un peu plus celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leurs voitures pour se déplacer.

Dans les entreprises, dans les services comme dans les territoires, le mouvement ouvrier et syndical se bat tous les jours contre la politique de classe de ce gouvernement. Nous ne découvrons pas ni ne sommes surpris·es par cette colère.

Syndicalistes, nous pensons qu'il est possible de s'engager collectivement dans cette bataille. Comme cela a déjà commencé dans plusieurs endroits, c'est dès maintenant que nos structures syndicales, à tous les niveaux, doivent débattre elles aussi des initiatives articulant lutte contre la vie chère, justice fiscale et développement des services publics – en particulier de transports collectifs – et revendications salariales.

[...] C'est autour de ces revendications que nous proposons de soutenir, d'impulser des débrayages, des grèves, dans les entreprises, dans les services, mais aussi des blocages pour paralyser l'activité économique et mettre en cause les politiques gouvernementales. La construction d'une grève générale reste notre ordre du jour.

ÉCARTER LES FASCISTES ET LES ORGANISATIONS PATRONALES

C'est une révolte contre la politique antisociale de Macron, massive et populaire, qui peut s'incarner aujourd'hui. Ni l'extrême droite ou la droite extrême, ni les organisations patronales n'y ont leur place et nous participerons activement à les en écarter. Aucune agression, aucune violence raciste, sexiste ou homophobe n'est tolérable [...].

Quant à l'imposture écologique d'un gouvernement qui a imposé la réforme de la SNCF pour supprimer des lignes de trains, elle ne peut en aucun cas faire illusion. Il n'y a que les classes populaires qui peuvent changer la société et répondre à l'urgence climatique. Pour la justice sociale et écologique, pour que ce soient l'égalité et la solidarité qui gagnent!

SOURCE : MEDIAPART



GAGNER ENSEMBLE !

INFOCOM-CGT

27 NOVEMBRE

Le mouvement des Gilets jaunes exprime depuis le 17 novembre dernier le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité. Comme vous, nous vivons dans un monde que nous n'avons pas choisi, où celles et ceux qui luttent subissent au quotidien la propagande gouvernementale, la répression policière, l'utilisation politique des « casseurs », les mensonges des médias... Beaucoup d'entre nous ont partagé vos mobilisations, gilets au coude à coude, même si nos « gilets » sont « rouges »... Notre objectif commun est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple. Un pouvoir qui lui revient pleinement de droit.

Comme vous, nous voulons gagner pour : l'arrêt des taxes sur les carburants et de la TVA sur les produits de consommation courante, le retour de l'impôt sur la fortune et un combat réel contre l'évasion fiscale, taxer Total, les riches et pas les salariés pour la lutte contre la pollution, le développement des services publics, de transport en particulier, une hausse générale des salaires, pensions et minimas sociaux.

Comme vous, nous cherchons l'efficacité, donc le rassemblement : nous vous proposons de nous unir dans le respect de chacune et chacun, nous, Gilets jaunes et « rouges », munis de revendications communes, quelle force nous aurions si nous réalisions cette unité!

Comme vous, nous n'attendons plus que la solution vienne d'en haut. Les directions politiques, financières, et industrielles qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que bien souvent elles n'entendent et ne voient même pas.

La solution est en nous-même, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes couleurs.

Que les choses soient claires entre nous, nous condamnons toute pollution, toute récupération et toute manipulation de l'extrême droite.

Soyons réalistes, obtenons l'impossible!

Rencontrons-nous, Agissons ensemble [...].

SOURCE : INFOCOM-CGT

UNE VEILLE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

COMMISSION ANTIFASCISTE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

24 NOVEMBRE 2018

Concernant l'extrême droite, il y a deux erreurs majeures à ne pas commettre : la sous-estimer et la surestimer. Dans le premier cas, cela conduit à ne pas se rendre compte de la menace ; dans le second, cela peut conduire à la paralysie, comme des lapins face à des phares de voiture. C'est particulièrement vrai concernant le mouvement des Gilets jaunes et si les infiltrations fascistes ne peuvent résumer ce mouvement, il est cependant important de les dénoncer.

Au-delà de la veille sur les « réseaux sociaux » où l'extrême droite est très active et tente de détourner la colère populaire, nous nous appuyons sur les unions départementales et locales Solidaires et sur des réseaux comme Visa et La Horde où on trouve deux dossiers consacrés à la présence de l'extrême droite dans le mouvement des Gilets jaunes.

GILETS JAUNES : NI MACRON, NI FACHOS

Le 22 novembre, La Horde alertait, documentation à l'appui : « Paris : des antisémites sous les gilets jaunes¹ ». Photos et vidéos montraient nombre des « vedettes » du monde fasciste, négationniste et antisémite affublées de gilets jaunes. Deux jours plus tard, dans un second dossier intitulé « Gilets jaunes : ni Macron, Ni fachos », La Horde dressait la liste des villes où l'extrême-droite est à la manœuvre et explicitait le parcours politique de quelques individus qui avaient réussi à se mettre en avant dans le mouvement au nom de leur « apolitisme » : Chambéry, Toulouse, Limoges...

Par ailleurs, nous ne pouvons que trouver grotesques les insinuations ministérielles comme quoi « extrême gauche » et « extrême droite » se seraient allier pour « attaquer la République », les antifascistes n'hésitant pas à affronter les membres de l'extrême droite présents dans les manifestations, parce que la colère sociale ne peut être récupérée par quiconque et surtout pas par les fascistes.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

1. La Horde, « Paris : des antisémites sous les gilets jaunes », « Gilets jaunes : ni Macron, Ni fachos ».

CONSTRUIRE DES COMITÉS POPULAIRES

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

29 OCTOBRE 2018

Médias et « réseaux sociaux » font état du fort mécontentement lié à la hausse des prix du carburant. La colère populaire est justifiée, d'autant que cette augmentation s'ajoute à de nombreuses autres. Par ailleurs, il est nécessaire de réduire le nombre de voitures sur les routes ; mais quel est le rapport avec cette nouvelle attaque contre nos, petits, pouvoirs d'achat ? Et puis, parmi les promoteurs du 17 novembre, on trouve un certain nombre de personnes qui sont totalement opposées à nos intérêts. Alors, que faire ? [...]

L'augmentation du prix du carburant s'ajoute à bien d'autres : produits alimentaires, logement, gaz, électricité, CSG... Toutes ces hausses de prix, qui touchent des produits ou services de première nécessité, ont des conséquences bien plus importantes pour celles et ceux qui gagnent peu, que pour les plus riches.

Pourtant, pendant que le gouvernement nous fait les poches, la petite minorité qui profite du travail d'autrui (patrons, actionnaires, rentiers) ne cesse de s'enrichir toujours plus. C'est à cela qu'il faut s'attacher : les inégalités criantes qui fondent le système en place.

Pour l'heure, il n'y a aucune raison que les salariées, les chômeurs et chômeuses, les retraitées, les jeunes, ne puissent plus remplir leur réservoir, quand les profiteurs hésiteront entre plusieurs voitures pour aller rejoindre leur yacht !

Il est nécessaire de s'attaquer à la pollution, de diminuer les gaz à effet de serre, de réduire le nombre de véhicules automobiles. Et il y a urgence pour l'avenir de la Terre ! Mais, pour cela, il faut développer les transports collectifs et notamment les moins polluants comme le train, il faut renforcer les services publics de proximité, en ville et à la campagne. Le gouvernement fait tout le contraire : suppressions de gares, de lignes de dessertes SNCF, fermetures d'hôpitaux, de postes, de structures scolaires, etc.

Pour limiter le nombre de kilomètres à faire en voiture, il faut des transports collectifs de qualité accessibles à tous et à toutes, des services publics dans tous nos territoires ! Ce sera plus efficace que l'augmentation du prix du carburant pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que la

voiture pour aller travailler, chercher du boulot ou remplir des obligations de la vie quotidienne.

Nous sommes disponibles pour participer à une mobilisation populaire, pour défendre les intérêts des salarié·es, des chômeurs et chômeuses, des retraité·es, des jeunes. Mais cela, ce n'est pas compatible avec la récupération que tente l'extrême droite (Le Pen, Dupont-Aignan...) qui, elle, veut nous diviser: entre français et immigré·es, entre fonctionnaires et non fonctionnaires, etc. De même, nos intérêts sont opposés à ceux des patrons routiers qui exploitent leurs salarié·es.

Nous sommes prêt·es à participer à la construction de comités populaires dans le maximum de villes, sur ces bases claires, dans l'intérêt de notre classe sociale, pas pour servir la soupe aux politiciens, aux patrons ou aux fachos.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SOCIALEMENT JUSTE

FSU

23 NOVEMBRE 2018

En dépit d'ambiguïtés, une partie de la population est mobilisée pour exprimer un réel problème de pouvoir d'achat mais aussi des sujets d'inquiétude qui témoignent d'une angoisse réelle pour l'avenir. La FSU estime que le gouvernement doit en prendre la mesure en y apportant les réponses sociales nécessaires.

Pour la FSU, la transition écologique est urgente et elle réaffirme son attachement à une transformation du système de production et de consommation pour assurer l'avenir de nos sociétés. Mais cette transition doit être juste socialement et ne saurait donc peser financièrement que sur les classes populaires et moyennes.

Dans ses mobilisations et interventions quotidiennes, la FSU porte l'exigence de davantage de justice sociale, d'égalité et de progrès social pour toutes et tous.

Cela passe par le renforcement des services publics (éducation, santé, emploi, justice, logement, transports...) et un aménagement des territoires assurant l'égalité aussi bien dans les territoires qu'entre eux. Ces politiques exigent une

fiscalité plus juste et un réel partage des richesses produites.

La FSU tient à rappeler que la cohésion sociale tient aussi à la défense et au respect des valeurs qui fondent notre société.

La FSU est engagée depuis toujours dans le combat pour l'égalité professionnelle et dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle appelle à la réussite des manifestations du 24 novembre pour défendre les droits des femmes.

La FSU estime que le gouvernement a la responsabilité de ne pas laisser se dégrader le climat social. S'il souhaite réellement faire œuvre de conciliation, il doit ouvrir des discussions avec l'ensemble des acteurs. La FSU est prête à s'y engager.

SOURCE : FSU

GILETS JAUNES, REVENDICATIONS SYNDICALES ET EXIGENCES POPULAIRES

CGT, FSU, SOLIDAIRES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ENSEMBLE !, FRANCE INSOUmise, GÉNÉRATIONS, PCF, PICARDIE DEBOUT (AMIENS)

28 NOVEMBRE 2018

Le mouvement des Gilets jaunes a réussi à construire un rapport de force contre le gouvernement Macron et sa politique antisociale. Ce mouvement traduit une colère légitime et profonde. La seule réponse du président des riches – qui s'est exprimé ce mardi 27 novembre – est le mépris: rien ne doit bouger et surtout pas les augmentations de taxes prévues au 1^{er} janvier 2019.

La politique d'Emmanuel Macron est injuste: elle taxe les pauvres au nom de l'écologie mais ferme des lignes SNCF, des classes d'écoles, des services hospitaliers et des bureaux de poste... Une politique qui taxe le diesel mais pas le kérosène.

C'est une politique au service des riches qui n'augmente pas le Smic, qui diminue de fait les pensions, qui ampute les APL et «en même temps» supprime l'ISF et fait des cadeaux aux

grandes entreprises (au moins 40 milliards d'euros de crédits d'impôt prévus en 2019).

Nous ne découvrons pas cette colère et nous ne sommes pas surpris par elle: nous la partageons. Aussi nous avons décidé de nous engager aux côtés de celles et ceux qui se battent, pour y porter nos revendications qui, bien souvent, vont dans le même sens:

Nous, organisations syndicales, politiques et associatives appelons à construire un vaste mouvement social! Pour cela convergeons tous ensemble dans la rue et dans l'action, dès le 1^{er} décembre.

Il faut rétablir l'ISF et baisser fortement les taxes sur les produits de première nécessité dont le carburant. Pour financer la transition écologique, il faut taxer les compagnies pétrolières et les sociétés d'autoroute en priorité; il faut lutter contre l'évasion fiscale!

POUR VIVRE DIGNEMENT

Il faut gagner une augmentation générale des salaires, des pensions, des minimas sociaux et des allocations-chômage. Ce ne sont pas les taxes qu'il faut augmenter le 1^{er} janvier 2019, c'est le salaire minimum (Smic), et très significativement!

Non à la disparition des services publics, dans les zones rurales

Lignes SNCF, classes d'écoles et collèges, bureaux de postes, services hospitaliers... La liste est longue. Les services publics sont menacés par une politique de réduction de la dépense publique qui frappe notamment (mais pas que) les citoyen·nes des zones rurales. Cela doit être stoppé!

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

VENT DE COLÈRE SUR LE FINISTÈRE-SUD

DÉCLARATION UNITAIRE¹

13 NOVEMBRE 2018

Depuis plus d'une semaine maintenant, la mobilisation des Gilets jaunes exprime la colère

de larges franges de la population. Ces mobilisations, largement auto-organisées, et cette colère ne doivent pas être vaines. Des changements, des ruptures mêmes, sont nécessaires et urgents pour que chacune et chacun de nous, salarié·es, précaires, privé·es d'emploi et retraité·es puissent vivre dignement. Des changements qui doivent articuler le partage des richesses, la justice sociale et l'urgence écologique.

UNE MOBILISATION ENCORE PLUS FORTE ET UNITAIRE POUR FAIRE CÉDER LE GOUVERNEMENT

Chaque mois sont plus nombreux les salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi qui n'arrivent plus à boucler leur budget. La hausse régulière et conséquente du carburant inquiète et fragilise celles et ceux qui n'ont d'autres choix que la voiture individuelle pour les actes de la vie courante. Et, alors que l'hiver s'annonce, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, du fuel et des chauffages collectifs aggrave encore le quotidien.

Alors que les profits financiers et patronaux explosent, le gouvernement Macron-Philippe accentue sa politique de classe, au service des riches, et, pour la grande masse de la population, la réduction des droits sociaux et une politique fiscale particulièrement injuste et inégalitaire. S'y ajoutent la fermeture de nombreux établissements publics et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires accentuant encore le sentiment d'abandon pour toutes celles et ceux qui vivent loin des métropoles.

Ce vent de colère est légitime et salutaire. Il met justement en cause la politique suivie par le président de la République et son gouvernement, notamment en matière fiscale.

Les groupes capitalistes, patronat et banques, avec leurs profits exponentiels, sont les vrais responsables de ce désespoir social et de la crise climatique.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, le libéralisme est un dogme. Pour nous c'est un drame. Car il explose les inégalités sociales, accroît la paupérisation de larges franges de la population et accentue les atteintes à l'environnement et le réchauffement climatique.

Le gouvernement tente de justifier ses choix politiques, les augmentations des taxes sur les carburants, par l'urgence écologique. C'est un mensonge. Non seulement le pays ne réduit pas la production de gaz à effet de serre, mais il l'augmente, non seulement il ne réduit pas l'utilisation des pesticides, mais il l'augmente, non seulement

1. Attac 44, GIGNV, Alternatiba Nantes, CGT-union locale de Nantes, UDB-Loire-Atlantique-Liger Atlantel, Génération S-Nantes, France

Insoumise 44, NPA 44, PCF, UNEF-Nantes, Union Solidaires 44, GDS, EELV-Nantes, Sortir du nucléaire Pays nantais, Ensemble.

il ne diminue pas l'artificialisation des sols, mais il la poursuit. La fermeture des services publics de proximité, des gares et voies ferrées secondaires, la concentration des emplois dans les métropoles ne font que renforcer la tragédie climatique en cours et accroître les difficultés quotidiennes de milliers d'habitant-es.

Le gouvernement est responsable de la crise en cours car la politique qu'il mène dans les transports comme dans les autres domaines, n'est ni cohérente avec l'urgence climatique ni juste socialement. Aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour financer les alternatives à la voiture et aider ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement. Cette prétendue fiscalité écologique épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme le trafic aérien ou le transport routier de marchandises.

L'urgence sociale et l'urgence écologique sont aujourd'hui totalement imbriquées. La politique gouvernementale aggrave l'une et l'autre et espère diviser celles et ceux qui en sont les victimes. Et il est illusoire de prétendre répondre à l'une en tournant le dos à l'autre.

Des mesures d'urgences sociales et écologiques comme priorité :

- * L'augmentation des salaires, des pensions, des indemnités chômage, et des allocations sociales et leurs indexations sur les prix pour permettre à tous/toutes de vivre dignement.

- * L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics, et la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour permettre une organisation équilibrée des territoires.

- * Mettre un terme à une politique centrée sur la voiture. Mettre un terme à la défiscalisation du kérosène dans le transport aérien, au profit du fret ferroviaire pour les transports de marchandise et les transports collectifs. Par la mise en place d'un réseau de transports en commun gratuit sur le département.

- * La lutte contre l'étalement urbain et la diversification des modes de transport dans tous les territoires.

- * Le soutien à une agriculture paysanne privilégiant les circuits courts et les productions bios pour permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation de qualité.

Associations, syndicats et partis politiques engagés dans le département pour la justice sociale et climatique, nous appelons ensemble à la mobilisation sociale, écologique et citoyenne contre la politique de Macron-Philippe, tout en refusant les boucs émissaires habituels des discours racistes, antisémites ou xénophobes. Nous appelons au

partage des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'enclenchent.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 44

GRÈVE ET BLOCAGE DES RONDS-POINTS

CGT-RENAULT-CLÉON¹

30 NOVEMBRE

Pour les salaires et en solidarité avec les Gilets jaunes le 30 novembre 2018, la CGT-Renault-Cléon appelait à faire grève.

Ce vendredi 30 novembre, la CGT-Renault-Cléon avait appelé à deux heures de grève minimum sur la question des salaires pour tenter une action commune avec des Gilets jaunes en bloquant les ronds-points d'accès à l'usine dès 4 heures du matin et pour tenter de retenir les salariés avant leur entrée dans l'usine afin de les embarquer dans les piquets (1800 intérimaires dans l'usine). Dès 4 heures ce matin, trois ronds-points ont été bloqués, plus d'autres petites entrées avec feux de palettes pour empêcher camions et voitures d'entrer dans l'usine.

À 4 heures, au rond-point principal par lequel proviennent les véhicules venant de Rouen (25 km de Cléon) et par lequel les camions accèdent ordinairement à l'usine, une cinquantaine de personnes ; vers 6 heures, une centaine.

À ce rond-point : des salariés Renault, des délégations de boîtes : TCAR, Carsat, Chapelle Darblay, Pétroplus, Smedar, Grand port maritime, BASE, Europac, les unions locales CGT de Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray et d'Elbeuf...

Pour préparer cette initiative, deux rencontres avaient eu lieu entre les UL-CGT des

1. « Texte rédigé à partir de comptes rendus réalisés par des camarades. »

agglomérations rouennaise et elbeuvienne et des Gilets jaunes de Rouen.

L'usine a été complètement bloquée jusqu'à 15h30, du fait de l'impossibilité pour les camions d'entrer ou de sortir de l'usine, malgré le nombre de portes aménagées sur les faces nord, est, sud et ouest de l'usine.

Usines de Sandouville et Douai mises à l'arrêt du fait du fonctionnement en flux tendu avec Cléon.

Vers 11 heures, la préfecture a demandé à ce que deux camions puissent sortir: refus des occupants des ronds-points. Puis en début d'après-midi, menace de faire intervenir les CRS si les accès n'étaient pas libérés à 16h30.

Finalement, équipes CGT et Gilets jaunes ont décidé de lever les barrages à 15h30 et rendez-vous pris pour la manifestation qui se déroulera ce samedi à Rouen, en début d'après-midi

Mais de fait, peu de salariés ont participé à l'action et de nombreux secteurs avaient été mis en JCC [Journée de congés collectifs] pour ce vendredi quand la direction a pris connaissance de l'action prévue ce vendredi.

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

CONSTRUIRE ENSEMBLE

UD-CGT (SEINE-MARITIME) ET UL-CGT (ELBEUF, SOTTEVILLE, COURONNE, ROUEN)

27 NOVEMBRE 2018

Les unions locales de l'agglomération rouennaise ont rencontré une délégation des Gilets jaunes ce matin, pour construire le tous ensemble, face à la colère qui s'exprime depuis le 17 novembre.

À l'issue de cette rencontre, nous proposons et invitons tous les syndicats (avec drapeaux et chabubles), les salariés, les retraités, les privés d'emploi à participer massivement le vendredi 30 novembre dès 4 heures du matin devant le rond-point de Renault-Cléon et samedi 1^{er} décembre à 14h30 devant l'Hôtel de Ville de Rouen.

Tous en grève et dans la rue.

On continue, on lâche rien.

SOURCE : UD-CGT SEINE-MARITIME

POURQUOI J'IRAI SAMEDI À LA MANIF DES GILETS JAUNES

UN GILET JAUNE

23 NOVEMBRE 2018

Pour ne pas rester dans la position de l'observateur qui s'apparente trop souvent à un mépris de classe.

Samedi j'en suis!

Nous avons entendu beaucoup de choses à propos du mouvement des Gilets jaunes tout au long de la semaine.

Dans les milieux militants ou intellectuels de gauche, les discours sont partagés. D'une part: un rejet franc et net du mouvement se refusant de voir ici autre chose que l'expression d'une partie de la population raciste, sexiste, non consciente des enjeux de classe ou de l'urgence écologique, soit une lutte profondément réactionnaire autant dans ses énoncés que dans sa composition.

De l'autre, une sorte de curiosité voir d'enthousiasme, à l'égard d'un phénomène qu'on admet volontiers complexe à délimiter et qui peut donc apparaître comme une «rupture de la temporalité pacifiée» (toujours bonne à prendre), avec l'émergence d'un nouveau sujet dans nos schémas de représentations, celui du «beau vénère», du pauvre en colère, autant de signifiants à la rescousse du vide qu'a laissé derrière le concept de «peuple» heureusement disparu de la théorie radicale.

Un événement qu'il convient donc de «regarder de près» voire de côtoyer pour ensuite, «revenir dessus» quand tout cela se sera tassé. Vivement que tout cela se termine donc, qu'on puisse enfin prendre le temps de réfléchir. On l'aura donc compris, d'un côté comme de l'autre il s'agit de maintenir une position extérieure à tout cela, par peur de trop se mouiller, de nager dans l'inconnu ou carrément par dogmatisme.

AU FOND VOULONS-NOUS VRAIMENT QUE ÇA CHANGE ?

Voilà la première de nos contradictions que nous renvoie à la figure ce phénomène nouveau: sommes-nous des militants et penseurs révolutionnaires ou bien des militants progressistes refusant le risque du dangereux plongeon dans l'inconnu que représente une «massification de la lutte» (ce qui peut se défendre, si c'est assumé) et des intellectuels qui pensent sur la révolution?

Si nous sommes prêts à assumer la première option, alors nul doute sur le fait que nous devons

en être, et en être pleinement. Seulement cela ne signifie absolument pas se compromettre avec des valeurs qui ne sont pas les nôtres, bien au contraire, en être signifie prendre parti, exister dans le champ politique, d'abord du côté de tous ceux qui refusent la domination de l'État et du capital, et puis sur le terrain, contre ceux qui articulent cette logique de la révolte à des énoncés réactionnaires ou discriminants et auprès de tous ceux dont la colère s'exprime pour l'instant de manière rudimentaire, non formulée «j'en ai marre». Bref comme ils le disent eux-mêmes «non-politique» pour insister sur le fait qu'il n'est pas de colère «a-politique».

Faire cela c'est se refuser de rester dans la pire position qui soit, celle de l'indifférence, celle de l'observateur qui s'apparente trop souvent à un mépris de classe, position qui mène à ne rien gagner mais qui peut tout perdre. Nous devons participer au phénomène de polarisation qui aura nécessairement lieu si le mouvement perdure, quels énoncés émergeront et prendront le pas. Dans un premier temps, il s'agit de tout faire pour qu'existe un «pôle d'énoncés» qui continuera à se focaliser sur le gouvernement, les riches et donc pas sur les Arabes, les immigrés, les «pd».

Après tout, la fragmentation même irréconciliable des forces contestataires est un élément courant des épisodes révolutionnaires, dans bien des villes qui ont connu de vraies révoltes populaires, on pouvait voir là un rond-point tenu par des royalistes, un autre par des anarchistes, un autre encore par des communistes. C'est dans ces moments d'ouverture des possibles que se jouent les batailles décisives, «au corps à corps» dirait-on, loin des engueulades de commentaires Facebook ou de colloques universitaires.

Ceux qui sont clairement contre le ralliement ont en fait déjà tranché la question: la composante du mouvement est essentiellement réactionnaire, le combat est déjà perdu.

Nous, nous souhaitons faire le pari que rien n'est joué d'avance, et qu'à côté des fachos qu'il convient de combattre et non pas d'ignorer, il y a une foule de gens qui sont enfin sortis dans la rue et qui enfin viennent participer au dialogue, «donner de la voix» comme on dit, le dialogue que le pouvoir leur refuse mais que nous aussi nous leur refusons, en ne les considérant pas dignes d'être de potentiels interlocuteurs, avec qui nous pouvons justement parler d'antiracisme, d'antisexisme et de lutte des classes. D'ailleurs sur les ronds-points il y a des femmes, il y a des racisés et il y a des pauvres. Comment penser que tout ce petit monde n'a rien à dire ni rien à entendre sur ces sujets?

D'autant qu'il ne s'agit pas, en se jetant dans la bataille, de venir éduquer le peuple, le fait même que nous soyons dépassés par les événements nous pousse à penser qu'il s'agit ici d'avancer avec humilité, place ici à la dialectique, cet événement nous a choqués, il doit nous changer, ce qui arrivera seulement si nous essayons à notre tour d'y mettre quelque chose de nous-mêmes, en premier lieu: de l'énergie et du temps.

Sur ces différentes clarifications, les jours à venir vont être cruciaux: car on a dit au début que ces blocages rassemblaient trop de gens différents, qu'on ne pouvait rien en tirer de clair et de bon, à la manière [de ceux] qui affirmait qu'on ne pouvait pas manifester avec ce mélange d'employés et de petits patrons. Sauf que le mouvement dure, et que malgré la répression et la fatigue il y a encore du monde dehors.

Or il est évident que ceux qui resteront malgré tout seront ceux qui ont le plus à gagner d'un changement radical des choses. Pensons alors: entre les femmes et les hommes, entre racisés et non racisés, entre patron et employé, qui a le plus à gagner et qui a le plus à perdre d'une potentielle bagarre générale? Je doute que le petit patron accepte de laisser ses dents face aux matraques ni qu'il soit prêt à camper sur un rond-point très longtemps (après tout, «il faut bien que les affaires reprennent»). De même pour les femmes et les minorités opprimées qui sont, dans tous les mouvements les plus pugnaces, et pour cause: tout plutôt qu'un retour à l'humiliation et à la répression quotidienne.

ET NOUS DANS TOUT ÇA ?

Comme nous le disions, on peut reconnaître la puissance d'un mouvement dans les contradictions qu'il révèle, à commencer chez ceux qui se disent progressistes. Qu'a-t-on vu parmi la gauche ces jours-ci? Malheureusement, beaucoup de préjugés et de mépris de classe. Et ce parce que beaucoup d'entre nous n'ont de fait pas intérêt à ce que les choses changent, et rejettent le spectre horrible qu'est l'émergence des classes les plus pauvres en pleine lumière, «Dieu qu'ils sont laids et bêtes tous ces gens», rejets qui amorcent la justification de leur répression, leur invisibilisation et leur exploitation.

Mais c'est oublier que tous ces gens sont l'objet de la domination, que la domination les crée, en partie, et que comme dirait l'autre «la révolution n'est pas un dîner de gala», qu'il s'agit de saisir la chance unique qu'est le moment où cet objet de la domination se fait sujet de la révolte en lui échappant, et surtout qu'il n'est jamais de politique qui ne se fait sans hétérogénéité.

D'un point de vue stratégique, on pourrait même y voir l'occasion d'un opportunisme, on a beaucoup parlé du gilet jaune comme «signifiant vide» et bien justement: rien ne nous empêche de profiter de ce moment trouble dans «l'ordre public», pour ajouter aux revendications et demander, en gilet jaune s'il le faut, le retrait de Parcoursup et du Pacte ferroviaire!

C'est même une chance unique de se faire enfin comprendre de ceux qui ont souvent rejeté les cheminots «privilegiés» et les étudiants «casseurs»: à nous de briser le cycle de l'incompréhension, tendons la main à ceux qui après une semaine de répression policière et de désinformation médiatique comprendront peut-être ce que nous n'avons cessé de dénoncer.

Car désormais à l'heure où Castaner, après Valls, après Cazeneuve, après Collomb, amorce le discours usé de la «prise d'otage», de la «radicalisation» et des «casseurs», on peut légitimement se demander «mais à qui cet automate parle-t-il?», à qui? Puisqu'on peut penser que les gens qui sont aujourd'hui dans la rue étaient des interlocuteurs privilégiés de ce genre de discours?

Ce qui est certain c'est qu'à nous il ne nous la fera pas, et qu'il a des chances de penser que ces mots creux résonnent dans le vide puisque plus personne, ou presque, n'a intérêt à «un retour au calme», ce gouvernement ayant réussi l'exploit de se mettre tout le monde à dos, si ce n'est les plus riches, ou les plus cons.

Il y a samedi une marche organisée contre les violences faites aux femmes, elle ne doit pas être éclipsée, de même qu'elle ne doit pas ignorer que la périphérie montera à Paris ce jour-là.

Faisons que cette marche, comme nous tous, joue le jeu, accepte «d'y mettre un peu du sien». Autrement dit, qu'elle prenne conscience que l'enjeu du féminisme se trouve bien dans son articulation avec l'hétérogénéité des classes populaires, que c'est sur ce terrain qu'on doit combattre la réaction, l'oppression, et rallier les indécis.

SOURCE : ANTI-K



DÉZINGUER LE TANDEM MACRON-MEDEF

CGT-SANOFI (TOURS)

25 NOVEMBRE 2018

Nous engageons les camarades à participer aux barrages. Nous y sommes allés avec nos gilets jaunes simplement et là on mesure l'ampleur du mécontentement populaire (pas vus de fachos et on s'est tapé plusieurs barrages).

On mesure la détermination, ils n'ont pas peur de manifester même sans autorisation, vieux et jeunes résistent aux CRS quand ceux-ci veulent les empêcher d'installer des barrages filtrants.

On mesure la palette de générations qui se mobilisent (beaucoup de vieux et de jeunes, beaucoup de femmes [...], beaucoup de gars avec des parkas de leur boîte). [...]

En étant à leurs côtés on peut apporter le point de vue syndical puisqu'on ne cache pas son appartenance syndicale même si on n'a pas d'autocollant CGT. On leur montre qu'on ne les stigmatise pas comme «fachos-campagnards-incultes-racistes» comme le font certains médias et malheureusement certains militants syndicaux qui regrettent le mouvement dur qu'ils n'ont pas réussi à construire. De toute façon, ce qu'il faut savoir c'est qu'une bonne partie des militants syndicaux sont allés sur les barrages.

Heureusement qu'il y a des structures et des militants moins dogmatiques dans l'analyse pour aller rencontrer les Gilets jaunes, aller apprécier sur le terrain l'ampleur de ce mouvement...

Faut aussi écouter les interventions de Besancenot et de Ruffin dans les TV, elles permettent de comprendre la situation et de modifier son logiciel de pensée tiré d'une époque où le mouvement ouvrier était fort et l'offre politique conséquente à gauche.

Ce mouvement risque de se diviser (à partir des manœuvres de Macron) ou de se radicaliser dans le mauvais sens si le mouvement syndical (axe CGT-SUD et FSU) et les partis n'apportent pas leur empreinte, leur réflexion et leur expérience en appelant leurs militants à rejoindre les blocages sans volonté de récupération stupide. Si enfin le mouvement syndical et les partis parviennent à prendre le relais en bloquant l'économie par la grève dans les boîtes, on a de fortes chances de dézinguer le tandem Macron-Medef. [...]

SOURCE : CGT-INFO

« ACCUMULER DE LA THÉORIE CRITIQUE NE SUFFIT PAS. SI ELLE PEUT ÉCLAIRER L'ACTION, ELLE N'EN EST PAS L'INTERRUPTEUR »

UN GILET JAUNE DE RENNES

28 NOVEMBRE 2018

Tout ce qui bouge n'est pas rouge fut ma première pensée à l'annonce d'un mouvement de Gilets jaunes. Comme d'autres mobilisé·es à l'occasion des appels de gauche, j'accordais cette fois-ci peu de crédit à ce début de mouvement « citoyen » dont l'emblème du gilet jaune suffisait à discréditer ce qui allait se produire.

La poursuite des actions les jours qui ont suivi la journée du 17 novembre a eu raison de mes présupposés initiaux. Mes questionnements ont trouvé quelques éléments de réponse lors de rencontres réalisées aux cours de rendez-vous des Gilets jaunes et de discussions avec quelques « camarades » de gauche sceptiques face à ce mouvement. Les lignes suivantes exposeront quelques points aveugles de ces derniers depuis mes premiers pas parmi les Gilets jaunes.

#1 : Se mobiliser contre une taxe sur l'essence est un prétexte d'automobiliste individualiste.

Il m'est rapidement apparu comme une évidence qu'il était question de bien plus que cela. Parler de la goutte d'essence qui a fait déborder le plein de colère me paraît déjà plus proche de ce qui a motivé la mobilisation de militants improvisés.

Lors des rendez-vous des Gilets jaunes durant lesquels des inconnu·es s'abordent pour parler de politique, certaines évidences semblent partagées : l'injustice fiscale, l'accaparement des richesses par quelques-un·es, l'appauvrissement des classes populaires et la dénonciation d'une élite dirigeante coupée des réalités et besoins du peuple.

Des énoncés tel qu'ont pu en produire les nuits-deboutistes, eux-mêmes précédés d'invariants de gauche. À quelque chose prêt que cette fois-ci, le discours et les actes prennent corps simultanément. [...]

On parle de ses fins de mois difficiles, de ces salaires qui garantissent à peine la survie. On n'y

parle pas seulement de soi. Il émerge pour certain·es un véritable sentiment d'appartenance à cette classe sacrifiée au nom de l'économie. La colère semble d'autant plus profonde que les années de sacrifices ne se comptent même plus. Sacrifices qui n'auront jusqu'à présent pas sorti le pays et encore moins le monde de ses misères.

Aussi une certaine radicalité dans la volonté d'agir s'affirme dès lors qu'il s'agit de ne plus simplement accepter le cours choses. Un sentiment partagé de ne plus rien avoir à perdre face à l'arrogance d'un pouvoir soude ces communautés de lutte ralliées sous un gilet jaune. L'objectivation des conditions de vie matérielle corrélée à la subjectivation d'une condition partagée de sacrifié·es par le pouvoir et pour l'économie constituent les prémices d'un combat par et pour une classe.

Retenons aussi de l'histoire que les épisodes révolutionnaires de 1789, 1917, en passant par le récent « Printemps arabe », ont en commun d'avoir eu pour facteurs déclencheurs des revendications liées à la subsistance et la contestation de la légitimité du pouvoir en place.

#2 : Où sont les Gilets jaunes pendant que nous luttons habituellement ?

Si certain·es prennent part à un combat politique pour la première fois, d'autres figurent parmi les habitué·es des défilés syndicaux. Hormis une simple vue d'esprit rien ne permet réellement d'établir une ligne infranchissable entre les Gilets jaunes et les autres familiers des mobilisations sociales.

L'orientation de ce mouvement s'inscrit en revanche dans la discontinuité des luttes sociales des années constitutives à l'affaiblissement du syndicalisme de lutte face à l'offensive d'un capitalisme débridé. L'impuissance actuelle des syndicats est un constat partagé par la grande majorité d'entre nous.

Qui des présent·es à chaque appel à défiler contre une énième mesure en défaveur des travailleur·euses, des classes populaires ou des services publics pensent réellement que le gouvernement va nous entendre ? Qui pense sincèrement encore qu'en étant plus nombreux·ses à la prochaine manif le gouvernement pliera enfin ?

Pourtant il y a des grèves, des blocages économiques, des solidarités en actes et de la bravoure du côté du cortège de tête. Mais tout cela n'entame en rien la détermination des gouvernements successifs à faire payer à la population la crise structurelle du capitalisme.

Ces moments passent pour de simples « grognes sociales », sous la houlette de syndicats dont les

multiples trahisons ont déjà eu raison de leur crédibilité à changer le cours des choses. Pourtant l'engagement de participant·es aux luttes émancipatrices parmi les Gilets jaunes pourrait être décisif si l'offensive en cours devait atteindre un point de basculement.

Les dernières mobilisations contre la loi travail ont rappelé l'intransigeance du pouvoir prompt à étouffer la moindre contestation par son arsenal répressif.

L'intervention des Gilets jaunes, spontanée, décentralisée, organisée à la base et déterminée dans l'action confère une réelle indiscipline au mouvement face à un pouvoir coutumier des tables de négociation avec les «partenaires sociaux».

Et s'ils/elles étaient malgré tout considérés·es comme les grands absents de nos luttes passées, il se peut bien que c'étaient eux/elles que nous attendions.

#3 : Ces Gilets jaunes n'ont pas vraiment de conscience politique.

Ce préjugé induirait que la pensée et l'acte politique seraient réservés à quelques-un·es, plus éclairé·es que d'autres. La politique est l'affaire de n'importe qui. Dès lors qu'un individu conteste ses conditions de vie, il se situe déjà dans le politique. Passer à l'action politique à l'occasion de blocages réalisés contre l'État et l'ordre de l'économie, c'est avoir conscientisé en amont la nécessité de s'opposer à une attaque de plus menée par la classe dirigeante.

Le slogan «Macron démission» suffit à révéler jusqu'où peut conduire la plus noble conscience politique.

#4 : Ils/elles se battent pour leur pouvoir d'achat et ils/elles n'ont rien à carrer de l'écologie.

Tenir pour responsable le consommateur du désastre écologique, c'est oublier l'essentiel: la pollution est induite par la production de ce que nous consommons. Et le capitalisme induit de polluer toujours plus.

Le souci de la question écologique est aujourd'hui largement répandu, que l'on soit Gilet jaune ou pas encore. Au cours des rassemblements, le bon sens écologique est manifeste: «Qu'ils développent les transports en commun!», «Combien de lignes de train supprimées?», «Ils viennent nous parler d'écologie alors qu'ils n'ont pas interdit le glyphosate!», «Certaines années Total ne paie même pas l'impôt sur les sociétés en France!». Refuser le fardeau financier de l'écologie quand on peine déjà à joindre les deux

bouts, relève d'une louable conception de la justice fiscale.

Aussi, si le pouvoir d'achat figure parmi les énoncés, les témoignages laissent entendre qu'il s'agit avant tout de pouvoir vivre dignement et de s'octroyer quelques loisirs. Vivre et ne pas seulement survivre.

Assurément nous sommes loin de désirs consuméristes ou du pouvoir de nuisance de ces riches qui polluent la planète.

#5 : Je ne m'associerai pas à ce mouvement aux relents nationalistes et aux gestes xénophobes.

Que de tels gestes xénophobes du fait d'une minorité aient lieu, devraient motiver n'importe quel·le antifasciste à rejoindre cet espace de composition politique afin de combattre les paroles et les actes les plus détestables. La même motivation devrait animer l'antisexisme dans ce moment rendant possible l'écho de nos luttes spécifiques.

Ma participation à ce mouvement devait-elle être remise en cause par la présence du drapeau français et de la *Marseillaise*, symboles rances de la République, davantage associés aux courants conservateurs qu'à ceux de l'émancipation? [...]

Cela fait des années que nous entendons dans nos manif «Ou alors ça va péter». Il se peut bien que les Gilets jaunes ramènent enfin l'espoir que cela puisse péter. Et pas seulement sur la plus belle avenue du monde. Et déjà cet acquis: une bien probable mise en sourdine de l'arrogance d'un pouvoir à la solde des classes les plus favorisées. Avant de peut-être prendre congé.

SOURCE : RENNES INFO

POUR DES REVENDICATIONS ET UNE ACTION COMMUNES AVEC LES GILETS JAUNES

FNIC-CGT

29 NOVEMBRE 2018

Depuis près de trois semaines, une colère légitime

s'exprime en France, contre l'austérité économique que subissent les travailleurs, les retraités, les privés d'emploi, les étudiants, alors qu'une

infime minorité de la population tire les profits de cette austérité.

Dans leur immense majorité, les Gilets jaunes sont les travailleurs, les retraités pressurés entre la faiblesse de leurs revenus et le niveau des dépenses, pour l'essentiel incompressibles.

Le mouvement des Gilets jaunes s'est organisé en dehors de la CGT : et alors??

Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes qui travaillent ou vivent dans des lieux où nous sommes absents, ou insuffisamment présents. Leurs exigences sont légitimes, elles sont identiques à celles qui sont portées par la CGT dans les entreprises où nous sommes présents.

L'action massive et continue des Gilets jaunes doit nous interpeler : les militants CGT ne doivent pas rester spectateurs ! Beaucoup sont déjà présents sur les barrages routiers. La CGT doit agir en convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches, tout en faisant la clarté sur nos revendications qui ne sont en aucun cas celles d'extrême droite [...].

Les Gilets jaunes bloquent les ronds-points ?

Très bien. Les salariés avec leur syndicat CGT doivent bloquer l'économie par la grève. [...]

SOURCE : COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FAIRE MONTER L'EXIGENCE DE HAUSSES DES SALAIRES

FÉDÉRATIONS CGT : AGRO-ALIMENTAIRE, CHEMINOTS, COMMERCE ET SERVICE, CHIMIE, MINES-ÉNERGIE, PORTS ET DOCKS, TRANSPORTS

5 DÉCEMBRE 2018

De manière visible, l'actualité est marquée par la mobilisation des Gilets jaunes, dont les fédérations CGT respectent l'indépendance, tout en souhaitant que des discussions et des échanges puissent se tenir partout pour que chacun contribue dans son domaine d'action à développer le rapport de force sur les revendications sociales et économiques.

Les fédérations constatent également que, même si elles sont moins visibles médiatiquement, les grèves locales dans les entreprises témoignent

elles aussi d'un ras-le-bol grandissant des salariés [...].

Les questions des salaires, des conditions de travail, de la précarité, de l'avenir des secteurs publics ou de l'industrie, du développement des services publics et de l'activité économique en territoire pour répondre aux besoins des populations et « vivre et travailler au pays » sont bien souvent au cœur de ces grèves locales qui tendent à se multiplier. [...]

SOURCE : COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES REVENDICATIONS DES GILETS JAUNES SONT LES NÔTRES

CGT, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES DE HAUTE-LOIRE

6 DÉCEMBRE 2018

Les organisations syndicales de la Haute-Loire déclarent que les revendications des Gilets jaunes sur les salaires et le pouvoir d'achat sont les leurs. Elles appellent les salariés à les imposer y compris par la grève. [...]

Macron et le gouvernement traitaient les salariés avec mépris, ils font maintenant des annonces pour les enfumer. Ils ont peur, ce n'est pas le moment de lâcher. Ils ne répondent pas sur les demandes essentielles : le pouvoir d'achat et la justice sociale.

Ce n'est pas la répression des manifestants qui règlera le problème, c'est la réponse aux revendications : augmentation immédiate du Smic de 300 euros bruts, des salaires, des traitements et des retraites ; suppression de la hausse de la CSG ; augmentation des minima sociaux et des allocations ; rétablir le service public, au service de la population dans tout le territoire ; pas de nouvelle attaque contre nos retraites ; arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprises

[...] Nous appelons les salariés à se réunir pour discuter et décider de l'action, y compris par la grève, pour imposer nos revendications.

C'est déjà le cas dans les lycées, les transports et dans d'autres entreprises.

SOURCE : CGT 43

DÉMOCRATIE EN ACTES ET COMBAT COMMUN

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU VAL-DE-MARNE

2 DÉCEMBRE 2018

Nous l'avons expliqué dans nos précédentes publications: le mécontentement, les revendications et la révolte portés par le mouvement des Gilets jaunes vont bien au-delà de la seule hausse des prix du carburant. Même si certains porte-parole ou promoteurs du mouvement peuvent être très éloignés de nos intérêts, parmi les centaines de milliers de personnes qui agissent depuis le 17 novembre, les plus nombreuses sont bien des salarié·es, des retraité·es, des chômeurs ou chômeuses, des jeunes en formation, des auto-entrepreneurs pauvres, des paysan·nes aux petites exploitations, dont nous partageons les exigences sociales et les révoltes!

Dans les zones rurales et à la périphérie des grandes villes, ce sont bien «celles et ceux d'en bas» qui se révoltent. C'est ce que chacun et chacune constate, même si le mouvement n'a pas encore la même réalité à Paris et en proche banlieue que dans tout le reste de la France.

Les questions posées par les Gilets jaunes sont fondamentales: elles portent sur le partage des richesses que nous produisons, les privilèges de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui, le mépris envers les classes laborieuses, les élues politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes, les indispensables services publics de proximité (hôpitaux, écoles, poste, etc.) qu'il faut remettre en place, le besoin de transports collectifs améliorés et gratuits, le rôle de l'impôt, les vols d'argent public que commettent les plus riches grâce aux fraudes fiscales, la suppression de l'impôt sur la fortune...

SYNDICATS: ON PEUT AIDER, ALORS FAISONS-LE!

Une partie du mouvement syndical ignore ou dénonce le mouvement des Gilets jaunes, parce que lancé en dehors de lui. Au contraire, nous pensons qu'il y a toute sa place: à condition de la prendre, et bien sûr, sans prétendre maintenant le diriger! Si quelques revendications nous interpellent, si d'autres sont contraires à nos combats, c'est par la discussion et les échanges que nous pourrions convaincre qu'elles mènent à des impasses. À condition d'être partie prenante du mouvement et pas de le «commenter» de l'extérieur.

Le syndicat est utile parce qu'il permet de nous regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens.

Le syndicat est aussi l'outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l'exploitation directe est la plus forte: l'entreprise. Là où nous, les salarié·es, par notre résistance collective et notre solidarité active, par la grève, en bloquant la production, nous pouvons arracher aux patrons de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Le mouvement syndical parle souvent de convergence des luttes, d'unité d'action interprofessionnelle, etc. C'est bien ce qui est à l'œuvre aujourd'hui!

Alors, aidons à la diffusion des informations, organisons des assemblées générales pour discuter des revendications et des contacts entre entreprises et localités, lançons préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions, pour renforcer le mouvement en cours!

C'est aux Gilets jaunes de décider qui peut les représenter ponctuellement. C'est aux Gilets jaunes de décider ce que diront leurs délégué·es. Le mouvement doit garder son autonomie. C'est aux Gilets jaunes de décider du mouvement des Gilets jaunes. Les soutiens sont là... pour soutenir, pas pour diriger.

LA DÉMOCRATIE EN ACTES

Exiger que les négociations se fassent sous le contrôle direct de celles et ceux qui les ont permises par leur action: c'est un des principes que nous défendons avec nos syndicats Solidaires. Quelquefois, mais bien trop rarement, nous avons réussi à le faire, en imposant la présence des grévistes dans la salle de négociation, ou en retransmettant les discussions. Nous savons que les «décideurs» n'aiment pas ça, ils préfèrent des discussions en catimini.

Comment ne pas soutenir la démarche des Gilets jaunes qui ne veulent discuter avec le gouvernement que si tout est retransmis en direct. Avec les moyens de communication actuels, rien de plus simple!

Aujourd'hui, dans les barrages, se discute la question de la légitimité des délégations reçues, que ce soit localement, régionalement ou nationalement.

Et alors? Cela peut se régler en organisant des réunions au niveau de chaque barrage, pour désigner des représentants et représentantes, révocables, avec des mandats clairs sur les sujets qui seront évoqués. En langage syndical, dans les entreprises, les lycées, les universités, nous appelons ça des assemblées générales, mais c'est la pratique qui importe le plus, pas les mots. Ensuite, la

même chose peut se faire à travers des coordinations régionales et nationales. Cela peut prendre des formes différentes d'un territoire à l'autre. Et ce n'est sûrement ni à Macron ou ses ministres, ni aux patrons et leurs propagandistes, de donner aux Gilets jaunes, de nous donner, des leçons sur l'organisation démocratique de nos luttes!

L'important, c'est que l'action directe populaire et l'autonomie du mouvement soient les meilleurs remparts contre la récupération dont rêvent nombre de politicien·nes et leurs acolytes habituels, spécialistes de la compromission avec les exploiters. [...]

UN COMBAT COMMUN

Un très grand nombre de revendications discutées et portées par les Gilets jaunes correspondent à ce pourquoi nous nous battons syndicalement, comme l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux!

Le mouvement des Gilets jaunes se construit, s'invente et se renforce chaque jour.

Le syndicalisme se doit de le soutenir!

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES VAL-DE-MARNE

UN SAMEDI AUX CHAMPS

ADÈLE (MONTREUIL)

9 DÉCEMBRE 2018

Nous sommes allé·es à quatre sur les Champs-Élysées. Toutes les stations de métro autour fermées et plusieurs fouilles: nous avons mis très très longtemps à arriver (vers 11 heures). Les Champs étaient une sorte de gigantesque nasse à ciel ouvert à partir du début d'après-midi (une possibilité petite de sortir quand même). Il y avait souvent des charges de flics ici ou là, des tirs de lacrymo, etc. Mais comme c'était très grand, les 10 000 personnes présentes vivaient leur vie en se déplaçant au gré des mouvements de foule.

C'était l'endroit parfait pour discuter politique avec des Gilets jaunes. Les gens venaient de partout, on en a été très étonné·es. Vu des gens de Rouen, de Dreux, de Dieppe, d'Ardèche, de Troyes, etc. Tous les âges. En général des gens actif·ves sur les barrages dans leur coin mais parfois des gens au contraire qui habitent dans un

endroit où il n'y a rien et qui veulent voir comment organiser quelque chose.

Une énorme demande de parler politique, et une politisation à vitesse grand V. Le tract fédéral, ajouté des conseils pour organiser une AG, était parfait pour ça.

Les Gilets jaunes à qui nous avons parlé ne veulent pas de chefs, de représentants. On a dit que pour éviter ça il fallait s'organiser à la base. On a parlé blocage économique du pays, de grève, etc. C'était très bien reçu.

Après quatre heures de discussion politique et de distribution des nouveaux autocollants (que les gens s'arrachaient), on n'avait plus de matos, du coup on a été dans une manif sauvage de 2000 personnes qui s'est baladée au pas de course dans les beaux quartiers pendant 1 h 30. Quelques totes qui cassaient, mais c'était loin d'être le gros de la foule. Une impression que les gens ne voulaient pas partir, en rester là.

Première fois de ma vie que je ne rencontre presque personne que je connais dans une manif, un rassemblement de 10 000 personnes. Aucune présence politique, alors que les gens sont vraiment en demande (bon, ça aide beaucoup quand on dit qu'on ne participe pas aux élections). Un gars de Troyes nous a même pris une liasse de tracts pour les distribuer sur son barrage...

SOURCE : CORRESPONDANCE

POUR L'ÉCOLOGIE, DANS LA RUE LE 17 NOVEMBRE !

COOPÉRATIVE POLITIQUE ÉCOLOGIE SOCIALE

17 NOVEMBRE 2018

Un mouvement d'opposition à l'augmentation de la fiscalité des carburants sur les ménages est né sur les réseaux sociaux.

Il appelle «à bloquer la France» le 17 novembre, par une interruption du trafic routier à laquelle des milliers d'automobilistes entendent d'ores et déjà participer. Ce mouvement, né en dehors de tout cadre partisan ou associatif, fait aujourd'hui l'objet de tentatives grossières de récupération de l'extrême droite qu'il faut dénoncer et combattre, et d'une violente campagne de stigmatisation de

la part du gouvernement. On ne peut déclarer cette colère légitime, et détourner les yeux.

Cette colère est juste et rappelle que les questions environnementales sont des enjeux politiques. Il ne peut y avoir de véritable transition écologique sans une transformation en profondeur des systèmes de transports et de la fiscalité.

LA COLÈRE EST CELLE DES EXCLUS DE LA GENTRIFICATION ET DES AGGLOMÉRATIONS QUI CONCENTRENT TRANSPORTS ET SERVICES PUBLICS

Cette colère est juste car, sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique, la politique gouvernementale est une tromperie écologique et une arnaque sociale. Alors que depuis le début de son quinquennat, le gouvernement d'Emmanuel Macron n'a cessé de concéder des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, il voudrait faire croire que l'augmentation de la fiscalité sur les carburants pesant sur les seuls ménages et la fin de la niche dont bénéficiait le diesel seraient le prix à payer pour la transition écologique. Il n'en est rien. Seulement 19% de cette fiscalité abusivement qualifiée de verte va à l'écologie, le reste vient combler les manques à gagner des cadeaux fiscaux du macronisme.

Cette colère est juste car la pression de cette fiscalité est beaucoup plus forte par ailleurs sur les populations les plus démunies, dans les zones rurales et périurbaines. La fin de la niche fiscale dont bénéficiait le diesel annoncée par le gouvernement pénalisera encore plus fortement les catégories populaires habitant ces zones-là. D'après les données de l'Ifop, le taux de possession de véhicules diesel est bien plus élevé dans ces zones.

Il atteint dès qu'on s'éloigne de seulement dix kilomètres du centre-ville 68% pour atteindre jusqu'à 77% pour les personnes habitant à plus de 60 kilomètres d'une grande agglomération.

Aux yeux du gouvernement, jouer sur la fiscalité doit tout régler. Pour lutter contre les émissions de la circulation automobile, on taxe le carburant des ménages, en espérant des changements vertueux. Mais cette logique du marché rationnel et de ses agents ne fonctionne pas. Une grande partie des automobilistes n'ont pas de modes de transports alternatifs, notamment dans les zones rurales. La politique gouvernementale n'en crée pas; elle les détruit même lorsqu'elles existent comme c'est le cas avec les petites lignes ferroviaires.

Ces territoires du tout bagnole, fruits de politiques d'étalement urbain et de suppressions des services publics, nés d'un imaginaire productiviste, sont par ailleurs dépourvus même d'infrastructures

liées à la voiture électrique : les habitants doivent se déplacer pour tout.

NOUS PARTAGEONS DONC CETTE COLÈRE CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT MACRON

Dans un contexte d'explosion des inégalités et d'écart de revenus, la politique environnementale de ce gouvernement se réduit à un alourdissement de la facture à la pompe pour les seuls ménages, aggrave la fracture territoriale, et suscite une colère légitime.

Nous savons que cette prétendue «taxe écologique» n'est que l'habituel enfumage promu par le capitalisme vert, car elle ne sert en rien à financer une transition vers d'autres régimes de transport mais participe d'un rééquilibrage de la politique fiscale en faveur des hauts revenus et des grands patrimoines. La taxe perçue abondera les caisses de l'État, qui doit compenser les avantages fiscaux qu'il a offerts aux riches et aux entreprises. Sur les 9 ou 10 milliards de taxe carbone perçus en 2018, 1,9 milliard seulement est destiné aux énergies renouvelables.

Au-delà, plus grand-chose à voir avec la transition écologique. 3 milliards vont au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), et pour le reste les ressources vont au budget général – un budget marqué en 2018 par le trou créé, entre autres, par la suppression de l'ISF et de ses 4 milliards d'euros de recettes. Le produit des taxes sur le pétrole (le TITCP) n'est alloué que marginalement au financement de la transition écologique, alors qu'il devrait aider les ménages à changer leur voiture, accompagner des transformations des modes de transport, améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et permettre une planification plus soutenable de la localisation des populations et des activités.

Nous savons que le principe «pollueur-payeur», que nous soutenons, n'est pas appliqué aux grandes entreprises polluantes chimiques ou pétrolières. Au contraire, ce gouvernement reprend la rhétorique des industriels et entend faire porter la responsabilité des pollutions aux consommateurs·trices et usager·e-s, quand les responsables sont celles et ceux qui s'enrichissent, empêchant toute transformation des systèmes de production, au nom du profit. Ici, l'État est directement responsable, puisqu'il a soutenu la filière du moteur diesel et incité les gens à acheter des voitures au diesel durant deux décennies. L'État est aussi coupable d'avoir permis et encouragé l'étalement urbain qui rend aujourd'hui la voiture si nécessaire. Les adversaires de l'écologie ne sont pas les classes moyennes et populaires, ce sont les intérêts financiers et les pouvoirs publics inertes,

c'est ce gouvernement qui octroie de nouvelles autorisations pour des forages d'hydrocarbures, qui subventionne encore la production d'énergies fossiles. La priorité du gouvernement n'est pas la transition écologique, mais l'organisation d'un transfert de richesse vers le secteur privé et les plus riches.

Nous savons que ce gouvernement ne prend aucune des mesures indispensables pour décarboner nos transports, et réduire les inégalités face à la mobilité. Pire, ses mesures en la matière sont autant d'attaques contre une organisation soutenable et juste des transports. Sa contre-réforme de la SNCF, par exemple, entrainera la suppression d'encore plus de trains de desserte locale et de petites gares, accroissant la dépendance à l'automobile. De même, le sous-investissement dans le fret ferroviaire est largement responsable de la multiplication des camions sur nos routes.

Nous savons que les constructeurs automobiles, notamment Renault et PSA, font tout pour augmenter les ventes des modèles de type SUV, extrêmement chers et rentables, qui sont des abominations écologiques. Au lieu de chercher des solutions propres à bas coût, l'industrie automobile continue à produire des automobiles haut de gamme, chères, destinée aux plus riches. Les industriels de l'automobile sont les principaux responsables de conséquences environnementales dramatiques de notre système de mobilité. Ils doivent financer les mutations qui s'imposent.

Nous savons que l'injustice fiscale est la marque de ce gouvernement. Par sa politique fiscale injuste, le gouvernement a lui-même alimenté le «ras-le-bol fiscal» d'autant plus qu'il n'a rien fait contre la précarité énergétique et les difficultés des transports. Sa politique est injuste socialement et inefficace écologiquement. Une stratégie «pro-climat» doit mettre en cause radicalement les formes du développement des territoires, le modèle agricole, le volume des transports, la masse de marchandises produites, leur qualité et leur utilité réelle. Il n'y a pas d'autre voie pour réduire les émissions de 80 à 95% d'ici 2050.

JUSTICE SOCIALE ET LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE VONT DE PAIR

La transition énergétique doit être payée par celles et ceux qui ont construit leurs fortunes sur la destruction de notre environnement. Pour mieux s'attaquer à l'imaginaire du tout bagnole, et faire décroître la place de l'automobile dans nos vies, il faut plus de services publics, de transports collectifs, il faut faire décroître les inégalités.

Le 17 novembre, «ceux qui ne sont rien», les «illettrés, les alcooliques, les abrutis, les cyniques

et les fainéants» victimes du mépris de classe de la bande à Macron descendront dans la rue. Mépriser la colère du 17 novembre et qualifier participants et organisateurs de «fachos» est une erreur politique. Car si ce mouvement que l'on peut caractériser comme une jacquerie antifiscale est confus, il résulte de la conjonction de trois facteurs politiques :

- * la révolte de ceux d'en bas qui n'en peuvent plus de ce gouvernement des riches ;

- * l'impuissance de ceux d'en haut à gouverner en donnant des perspectives d'amélioration de vie ;

- * l'absence de réelle perspective politique alternative immédiate.

Or les jacqueries antifiscales dans l'histoire ne peuvent être réduites au poujadisme. Elles ont souvent été la préfiguration d'aspirations politiques profondes.

L'écologie populaire doit y être pour dialoguer, quitte à le faire durement, pour construire une coalition pour la justice sociale et environnementale ; avec les retraité·es qui voient leurs pensions amputées et non revalorisées ; avec les précaires qui voient la fin des contrats aidés et la baisse des APL ; avec les fonctionnaires et les services publics, victimes des choix budgétaires : moins de profs pour les enfants, pas de personnel suffisant pour se soigner décemment ; avec les chômeurs quand le gouvernement demande à l'assurance chômage de réaliser entre 3 et 4 milliards d'euros d'économies par an sur les allocations-chômage ; avec toutes les victimes de la précarité énergétique.

Le 17 novembre nous serons dans la rue pour l'écologie, contre Macron et contre l'extrême droite. Pour promouvoir les transports publics, et sortir de la dépendance aux hydrocarbures.

Nous serons dans la rue pour convaincre de la nécessité et l'urgence de la lutte contre le changement climatique. Pour construire les conditions nécessaires d'un soutien populaire à la transition écologique. La transition doit être lisible, ses mesures irréversibles, le produit de la fiscalité verte affectée à l'écologie. La transition écologique doit être juste socialement. [...]

SOURCE : LA COOPÉRATIVE POLITIQUE



LES CAHIERS DE DOLÉANCES

ROBERT DUGUET

2 DÉCEMBRE 2018

Mouvement social soutenu à l'heure qu'il est par plus de 80% du peuple français, il renoue avec la méthode des Cahiers de doléances qui préparera les conditions politiques de l'explosion de 1789 et de la liquidation de la monarchie de droit divin. Un certain nombre de représentants officiels du mouvement ouvrier de ce pays, partis ou syndicats, ne veulent y voir que les éléments d'extrême droite [...] qui cherchent à greffer sur ses aspirations sociales un débouché populiste à l'italienne.

Ces craintes liées aux derniers comforts d'une «aristocratie ouvrière» – positions confortables sous les lambris de la République – pour l'instant ne veulent pas prendre en compte que ces couches du salariat et de la petite bourgeoisie ruinée sont totalement abandonnées à leur sort.

J'entendais hier sur la radio le témoignage d'un agriculteur sur sa situation matérielle, expliquant qu'il arrivait à comptabiliser jusqu'à 80 heures de travail par semaine, sans pouvoir dégager un salaire pour le faire vivre, lui et sa famille. Mieux, pour ce mois de novembre 2018, il ajoutait que c'était sa propre mère retraitée qui avait fait les courses d'alimentation du ménage. Combien de ces hommes et femmes, revêtant le gilet jaune sont aujourd'hui dans une situation aussi dégradante?

QUELLE APPROCHE FACE À CE «CLAIR-OBSCUR»?

Alors oui, si on lit ce catalogue de revendications, certains ne manqueront pas de souligner le caractère parfois contradictoire de ce qui est revendiqué : un peuple, lassé par les stratégies des journées d'actions syndicales et les défaites successives essuyées depuis 1995, se met en mouvement avec toutes ses illusions, ses faiblesses idéologiques et organisationnelles. D'autant que le mouvement ouvrier officiel ne joue plus sa fonction de formateur de ce qu'on appelait autrefois la conscience d'appartenir à une classe sociale, en capacité de reconstruire la société sur des bases émancipées de l'exploitation capitaliste.

Dans ce clair-obscur, pour reprendre l'image d'Antonio Gramsci, peuvent surgir de nouveaux monstres, si le mouvement ouvrier ne reprend pas l'initiative. Sa place est dans l'accompagnement du mouvement des Gilets jaunes et la convergence. Il me semble que c'est là la ligne à construire. [...]

JUSQU'OUÛ IRA CE MOUVEMENT ? NUL NE LE SAIT À L'ÉTAPE ACTUELLE

L'année 1788 a été celle des Cahiers de doléances, mouvement d'un peuple écrasé par une crise économique et sociale, qui débouche sur la Constituante, mouvement par lequel le peuple souverain redéfinit par lui-même le cadre du pacte social. Il y aura les ouvriers de 1848, la Commune, le Front populaire, la Libération, puis 1968. Les aspirations sociales de la grande révolution, œuvres toujours inachevées par la victoire des possédants, vivent dans notre conscience collective. Sommes-nous à ce moment de rupture?

Le jeudi 29 novembre 2018, le mouvement a envoyé aux médias et aux députés un communiqué comprenant une quarantaine de revendications. Les revendications des Gilets jaunes dépassent désormais officiellement la seule question des prix du carburant. Dans un long communiqué la délégation du mouvement liste une série de revendications qu'il souhaite voir appliquées.

«Députés de France, nous vous faisons part des directives du peuple pour que vous les transposiez en loi. Obéissez à la volonté du peuple. Faites appliquer ces directives», écrivent les Gilets jaunes. [...]

LE RELEVÉ DES DOLÉANCES

- 1) Zéro SDF.
- 2) Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- 3) Smic à 1300 euros net par mois.
- 4) Favoriser les petits commerces des villages et des centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- 5) Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- 6) Que les gros, Mac Donald's, Google, Amazon et Carrefour, payent beaucoup d'impôts et que les petits artisans payent peu d'impôts.
- 7) Même système de sécurité sociale pour tous, y compris les artisans et les auto-entrepreneurs. Fin du régime social des indépendants (RSI).
- 8) Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- 9) Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- 10) Pas de retraite en dessous de mille deux cents euros.

- 11) Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket-restaurant et au chèque-vacances.
- 12) Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés sur l'inflation.
- 13) Protéger l'industrie française. Interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- 14) Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- 15) Pour la sécurité de l'emploi, limiter davantage le nombre de contrats de travail à durée déterminée (pour les grosses entreprises). Nous voulons plus de contrats de travail à durée indéterminée.
- 16) Fin du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène, qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.
- 17) Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les quatre-vingts milliards d'euros de fraude fiscale.
- 18) Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- 19) Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'Organisation des Nations unies (ONU) pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- 20) Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- 21) Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français, cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours.
- 22) Salaire maximum fixé à 15 000 euros par mois.
- 23) Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- 24) Augmentation des allocations pour les handicapés.
- 25) Limitation des loyers. Davantage de logements à loyer modéré, notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires.
- 26) Interdiction de vendre les biens appartenant à la France, barrages et aéroports.
- 27) Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- 28) L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- 29) Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- 30) Fin immédiate de la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- 31) Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- 32) Maximum de vingt-cinq élèves par classe de la maternelle à la terminale.
- 33) Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- 34) Le référendum populaire doit entrer dans la constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les personnes pourront faire des propositions de loi. Si une proposition de loi obtient sept cent mille signatures, cette proposition de loi devra être discutée, complétée et amendée par l'assemblée nationale qui aura l'obligation, un an jour pour jour après l'obtention des sept cent mille signatures, de la soumettre au vote des Français.
- 35) Retour à un mandat de sept ans pour le président de la république. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la république permettrait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.
- 36) Retraite à 60 ans et, pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps, maçon ou désosseur par exemple, droit à la retraite à 55 ans.
- 37) Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides Pajemploi jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.
- 38) Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

- 39) Pas de prélèvement à la source.
- 40) Fin des indemnités présidentielles à vie.
- 41) Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.
Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

SOURCE : À L'ENCONTRE

LA NOUVELLE GUERRE DES FARINES

JEAN CASANOVA

14 NOVEMBRE 2018

Dans un ouvrage érudit paru à l'automne 2043, *La Nouvelle Guerre des farines*, l'historien américain Keith Leary, chercheur et enseignant à l'Université du Wisconsin, dresse un étonnant parallèle entre les révoltes frumentaires françaises des années 1780, préludes à la Révolution française et au renversement de l'Ancien Régime, avec d'autres émotions populaires du début du 21^e siècle, en France, elles aussi prémonitoires et annonciatrices de bouleversements de grande ampleur, non plus la mise à bas du système monarchique, l'Ancien Régime du 18^e siècle, mais celle du système oligarchique solidement installé, mais déjà branlant au tournant des années 2020.

Constatation de la plus extrême évidence, sa date de parution, 2043, vous a probablement empêché d'avoir lecture de cet excellent ouvrage, *La Nouvelle Guerre des farines*. Nos liens amicaux vous permettront cependant d'en accéder dès aujourd'hui aux bonnes feuilles que nous découvrons avec vous avec l'accord de l'éminent historien.

Précision de Keith Leary, dans l'introduction de cet essai historique, le terme de «Guerre des farines» consacré par l'historiographie désigne une vague d'émeutes survenues en 1775 dans l'ancien royaume de France, émeutes faisant suite à la hausse du prix des céréales et consécutivement du prix du pain, la denrée de base du petit peuple des villes et des campagnes à cette époque. Ces hausses faisant suite elle-même à la suppression de la police royale des grains et aux mauvaises récoltes des étés précédents.

Au travers de ces révoltes frumentaires de l'Ancien Régime, nous dit Keith Leary, se manifestait

en réalité une profonde crise sociale et politique, réaction à la libéralisation du commerce des grains, libéralisation contraire au principe fondamental à la base du système monarchique, celui qui exigeait du Roi de veiller au bien-être décent de ses sujets et à leur approvisionnement raisonnable en denrées alimentaires.

Keith Leary reprend là à son compte les analyses tendant à voir ces événements, non seulement comme des révoltes de la faim, mais plus profondément comme le prélude à la Grande Révolution française de 1789; en somme des événements pré-révolutionnaires, des signes avant-coureurs de 1789.

Arrivant, dans son deuxième chapitre, à son parallèle historique avec les grandes crises françaises du tournant des années 2015-2020 qui annonçaient le renversement plus tard du très contesté système oligarchique, Keith Leary nous relate longuement l'épisode «frumentaire» éclaté dans les provinces françaises à l'automne 2018.

À la fin de l'été de la même année, la tension internationale et ses répercussions moyen-orientales attisées par les tentatives américaines de déstabilisation de l'économie iranienne, la tension internationale fait flamber le cours du baril. Non du blé, mais cette fois-ci, du pétrole!

Le prix du carburant à la pompe dépassa alors 1,50 euro, filant allègrement vers les 2 euros – l'euro, cette ancienne monnaie encore en usage à cette époque dans les pays de l'Europe occidentale. L'augmentation fut alors vécue comme intolérable par les populations les plus modestes, déjà exaspérées depuis plusieurs années par divers rançonnements, allant de l'alourdissement de la gabelle à celui de la CSG. Il s'en suivit rapidement grande émotion et agitation populaires relayées par les réseaux sociaux, autour des points de distribution et des stations-service.

Des rumeurs se propageaient, malgré les démentis des autorités royales, que les nouvelles taxes serviraient en premier lieu à abonder de nouveaux dégrèvements fiscaux en faveur des puissants et des oligarques. Et, bien entendu, ces thèses complotistes ne faisaient qu'alimenter émotions et colères.

Le Roi Amonrc, en itinérance à ce moment dans les provinces du Nord et de l'Est du royaume, avec le louable objectif d'aller à la rencontre de son peuple, plaidait difficilement sur les estrades que cette taxation n'était là que pour mieux respirer, mieux respirer demain ou à la Saint-Glinglin. Mais son discrédit était devenu tel que le raisonnable de son propos et le délai pourtant relativement proche de la Saint-Glinglin, tout ceci ne parvenait

pas à ramener le calme dans les campagnes et les faubourgs.

Les séditieux, revêtus de Gilets jaunes en signe de ralliement, faisaient le siège des points de distribution, bloquaient les routes et les péages et octrois permettant d'y accéder.

L'ordre fut malgré tout maintenu par l'action répressive, l'envoi de la troupe et des COS (Compagnies oligarchiques de sécurité), ainsi que la pendaison de quelques émeutiers pour l'exemple en Place de Grève, à Paris.

Simultanément, Amonrc disait «en même temps», différentes mesures d'assistance furent annoncées, telle que l'obligation faite aux distributeurs de répercuter avec plus de diligence – un moyen de transport encore assez répandu à cette époque – les baisses du prix du baril en mer d'Oman; ainsi que l'octroi aux plus miséreux de quelques assignats baptisés «chèques carburant».

Le Roi Amonrc et ses ministres n'oubliaient pas non plus de multiplier les messages d'apaisement et d'affection aux masses paysannes et banlieusardes, par l'intermédiaire, tous les soirs à 20 heures, de prênes prononcés par clergé médiatique dans les lucarnes.

(Un prône était à l'origine une prière de l'ancienne liturgie chrétienne formulée par le prêtre paroissial. Précédant l'offertoire, cette prière contenait de plus des informations relatives aux ordonnances épiscopales et royales. Encore en 2018, ce terme de prône s'appliquait à toute forme de transmission de messages idéologiques ou politiques par le canal des autorités médiatiques, le plus souvent propriété de l'Oligarchie.)

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage enfin, Keith Leary s'attache à l'analyse des raisons profondes de ces «émeutes frumentaires» finalement apaisées dès venues les fêtes de Noël, que l'on appelait encore «trêve des confiseurs», et l'attention du peuple détournée vers la sainte tradition de l'achat des cadeaux de Noël. Apaisées, mais dont le souvenir et l'ombre portée se poursuivront encore de longues années.

Le charme était rompu entre Amonrc et les masses paysannes et banlieusardes, qualifiées à l'époque de «France périphérique». Des libelles mettaient en cause le Souverain et la Reine. Le désenchantement du peuple envers le Roi grandissait, la rupture du lien sacré entre le Roi et ses sujets étaient entamées.

Surtout, c'était le plus grave et le plus lourd de conséquences, au-delà de la question de la personne du Roi, se faisait jour dans beaucoup d'esprits que la Royauté n'était que l'instrument, le fondé de pouvoir, d'un ennemi social mystérieux

et encore mal cerné, l'Oligarchie. Une nouvelle rhétorique contestataire était née. L'Oligarchie était maintenant en danger.

SOURCE : ENTRE LES LIGNES ENTRE LES MOTS

LES GILETS JAUNES ET LES « LEÇONS DE L'HISTOIRE »

GÉRARD NOIRIEL

20 NOVEMBRE 2018

Dans une tribune publiée par le journal Le Monde (20 novembre 2018), le sociologue Pierre Merle écrit que «le mouvement des “Gilets jaunes” rappelle les jacqueries de l'Ancien Régime et des périodes révolutionnaires». Et il s'interroge : «Les leçons de l'histoire peuvent-elles encore être comprises?»

Je suis convaincu, moi aussi, qu'une mise en perspective historique de ce mouvement social peut nous aider à le comprendre. C'est la raison pour laquelle le terme de «jacquerie» (utilisé par d'autres commentateurs et notamment par Éric Zemmour, l'historien du Figaro récemment adoubé par France Culture dans l'émission d'Alain Finkielkraut qui illustre parfaitement le titre de son livre sur «la défaite de la pensée») ne me paraît pas pertinent. Dans mon Histoire populaire de la France, j'ai montré que tous les mouvements sociaux depuis le Moyen Âge avaient fait l'objet d'une lutte intense entre les dominants et les dominés à propos de la définition et de la représentation du peuple en lutte. Le mot «jacquerie» a servi à désigner les soulèvements de ces paysans que les élites surnommaient les «jacques», terme méprisant que l'on retrouve dans l'expression «faire le Jacques» (se comporter comme un paysan lourd et stupide).

Le premier grand mouvement social qualifié de «jacquerie» a eu lieu au milieu du 14^e siècle, lorsque les paysans d'Ile de France se sont révoltés contre leurs seigneurs. La source principale qui a alimenté pendant des siècles le regard péjoratif porté sur les soulèvements paysans de cette époque, c'est le récit de Jean Froissart, l'historien des puissants de son temps, rédigé au cours des années 1360 et publié dans ses fameuses

Chroniques. Voici comment Froissart présente la lutte de ces paysans :

Lors se assemblèrent et s'en allèrent, sans autre conseil et sans nulles armures, fors que de bâtons ferrés et de couteaux, en la maison d'un chevalier qui près de là demeurait. Si brisèrent la maison et tuèrent le chevalier, la dame et les enfants, petits et grands, et mirent le feu à la maison [...]. Ces méchants gens assemblés sans chef et sans armures volaient et brûlaient tout, et tuaient sans pitié et sans merci, ainsi comme chiens enragés. Et avaient fait un roi entre eux qui était, si comme on disait adonc, de Clermont en Beauvoisis, et l'élurent le pire des mauvais; et ce roi on l'appela Jacques Bonhomme.

Ce mépris de classe présentant le chef des Jacques comme «le pire des mauvais» est invalidé par les archives qui montrent que les paysans en lutte se donnèrent pour principal porte-parole Guillaume Carle «bien sachant et bien parlant». À la même époque, la grande lutte des artisans de Flandre fut emmenée par un tisserand, Pierre de Coninck décrit ainsi dans les *Annales de Gand*:

Petit de corps et de povre lignage, il avoit tant de paroles et il savoit si bien parler que c'estoit une fine merveille. Et pour cela, les tisserands, les foulons et les tondeurs le croyoient et aimoient tant qu'il ne sût chose dire ou commander qu'ils ne fissent.

On a là une constante dans l'histoire des mouvements populaires. Pour échapper à la stigmatisation de leur lutte, les révoltés choisissent toujours des leaders «respectables» et capables de dire tout haut ce que le peuple pense tout bas. D'autres exemples, plus tardifs, confirment l'importance du langage dans l'interprétation des luttes populaires. Par exemple, le soulèvement qui agita tout le Périgord au début du 17^e siècle fut désigné par les élites comme le soulèvement des «croquants»; terme que récusèrent les paysans et les artisans en se présentant eux-mêmes comme les gens du «commun». Ce fut l'un des points de départ des usages populaires du terme «commune» qui fut repris en 1870-1871, à Paris, par les «communards».

Les commentateurs qui ont utilisé le mot «jacquerie» pour parler du mouvement des Gilets jaunes ont voulu mettre l'accent sur un fait incontestable: le caractère spontané et inorganisé de ce conflit social. Même si ce mot est inapproprié, il est vrai qu'il existe malgré tout des points communs entre toutes les grandes révoltes populaires qui se sont succédé au cours du temps. En me fiant aux multiples reportages diffusés par les médias sur les Gilets jaunes, j'ai noté plusieurs éléments qui illustrent cette permanence.

Le principal concerne l'objet initial des revendications: le refus des nouvelles taxes sur le carburant. Les luttes antifiscales ont joué un rôle extrêmement important dans l'histoire populaire de la France. Je pense même que le peuple français s'est construit grâce à l'impôt et contre lui. Le fait que le mouvement des Gilets jaunes ait été motivé par le refus de nouvelles taxes sur le carburant n'a donc rien de surprenant. Ce type de luttes antifiscales a toujours atteint son paroxysme quand le peuple a eu le sentiment qu'il devait payer sans rien obtenir en échange. Sous l'Ancien Régime, le refus de la dîme fut fréquemment lié au discrédit touchant les curés qui ne remplissaient plus leur mission religieuse, et c'est souvent lorsque les seigneurs n'assuraient plus la protection des paysans que ceux-ci refusèrent de payer de nouvelles charges. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement des Gilets jaunes a été particulièrement suivi dans les régions où le retrait des services publics est le plus manifeste. Le sentiment, largement partagé, que l'impôt sert à enrichir la petite caste des ultra-riches, alimente un profond sentiment d'injustice dans les classes populaires.

Ces facteurs économiques constituent donc bien l'une des causes essentielles du mouvement. Néanmoins, il faut éviter de réduire les aspirations du peuple à des revendications uniquement matérielles. L'une des inégalités les plus massives qui pénalisent les classes populaires concerne leur rapport au langage public. Les élites passent leur temps à interpréter dans leur propre langue ce que disent les dominés, en faisant comme s'il s'agissait toujours d'une formulation directe et transparente de leur expérience vécue. Mais la réalité est plus complexe. J'ai montré dans mon livre, en m'appuyant sur des analyses de Pierre Bourdieu, que la Réforme protestante avait fourni aux classes populaires un nouveau langage religieux pour nommer des souffrances qui étaient multifformes. Les paysans et les artisans du 16^e siècle disaient: «J'ai mal à la foi au lieu de dire j'ai mal partout.» Aujourd'hui, les Gilets jaunes crient «j'ai mal à la taxe au lieu de dire j'ai mal partout». Il ne s'agit pas, évidemment, de nier le fait que les questions économiques sont absolument essentielles car elles jouent un rôle déterminant dans la vie quotidienne des classes dominées. Néanmoins, il suffit d'écouter les témoignages des Gilets jaunes pour constater la fréquence des propos exprimant un malaise général. Dans l'un des reportages diffusés par BFM-TV, le 17 novembre, le journaliste voulait absolument faire dire à la personne interrogée qu'elle se battait contre les taxes, mais cette militante répétait sans cesse: «on en a ras le cul», «ras le cul», «ras le bol généralisé».

«Avoir mal partout» signifie aussi souffrir dans sa dignité. C'est pourquoi la dénonciation du mépris des puissants revient presque toujours dans les grandes luttes populaires et celle des Gilets jaunes n'a fait que confirmer la règle. On a entendu un grand nombre de propos exprimant un sentiment d'humiliation, lequel nourrit le fort ressentiment populaire à l'égard d'Emmanuel Macron. «Pour lui, on n'est que de la merde». Le président de la République voit ainsi revenir en boomerang l'ethnocentrisme de classe que j'ai analysé dans mon livre.

Néanmoins, ces similitudes entre des luttes sociales de différentes époques masquent de profondes différences. Je vais m'y arrêter un moment car elles permettent de comprendre ce qui fait la spécificité du mouvement des Gilets jaunes. La première différence avec les «jacqueries» médiévales tient au fait que la grande majorité des individus qui ont participé aux blocages de samedi dernier ne font pas partie des milieux les plus défavorisés de la société. Ils sont issus des milieux modestes et de la petite classe moyenne qui possèdent au moins une voiture. Alors que «la grande jacquerie» de 1358 fut un sursaut désespéré des gueux sur le point de mourir de faim, dans un contexte marqué par la guerre de Cent Ans et la peste noire.

La deuxième différence, et c'est à mes yeux la plus importante, concerne la coordination de l'action. Comment des individus parviennent-ils à se lier entre eux pour participer à une lutte collective? Voilà une question triviale, sans doute trop banale pour que les commentateurs la prennent au sérieux. Et pourtant elle est fondamentale. À ma connaissance, personne n'a insisté sur ce qui fait réellement la nouveauté des Gilets jaunes: à savoir la dimension d'emblée nationale d'un mouvement spontané. Il s'agit en effet d'une protestation qui s'est développée simultanément sur tout le territoire français (y compris les DOM-TOM), mais avec des effectifs localement très faibles. Au total, la journée d'action a réuni moins de 300 000 personnes, ce qui est un score modeste comparé aux grandes manifestations populaires. Mais ce total est la somme des milliers d'actions groupusculaires réparties sur tout le territoire.

Cette caractéristique du mouvement est étroitement liée aux moyens utilisés pour coordonner l'action des acteurs de la lutte. Ce ne sont pas les organisations politiques et syndicales qui l'ont assurée par leurs moyens propres, mais les «réseaux sociaux». Les nouvelles technologies permettent ainsi de renouer avec des formes anciennes d'«action directe», mais sur une échelle beaucoup plus vaste, car elles relient des individus

qui ne se connaissent pas. Facebook, Twitter et les smartphones diffusent des messages immédiats (SMS) en remplaçant ainsi la correspondance écrite, notamment les tracts et la presse militante qui étaient jusqu'ici les principaux moyens dont disposaient les organisations pour coordonner l'action collective; l'instantanéité des échanges restituant en partie la spontanéité des interactions en face à face d'autrefois.

Toutefois les réseaux sociaux, à eux seuls, n'auraient jamais pu donner une telle ampleur au mouvement des Gilets jaunes. Les journalistes mettent constamment en avant ces «réseaux sociaux» pour masquer le rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans la construction de l'action publique. Plus précisément, c'est la complémentarité entre les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue qui ont donné à ce mouvement sa dimension d'emblée nationale. Sa popularisation résulte en grande partie de l'intense «propagande» orchestrée par les grands médias dans les jours précédents. Parti de la base, diffusé d'abord au sein de petits réseaux via Facebook, l'événement a été immédiatement pris en charge par les grands médias qui ont annoncé son importance avant même qu'il ne se produise. La journée d'action du 17 novembre a été suivie par les chaînes d'information continue dès son commencement, minute par minute, «en direct» (terme qui est devenu désormais un équivalent de communication à distance d'événements en train de se produire). Les journalistes qui incarnent aujourd'hui au plus haut point le populisme (au sens vrai du terme) comme Éric Brunet qui sévit à la fois sur BFM-TV et sur RMC, n'ont pas hésité à endosser publiquement un gilet jaune, se transformant ainsi en porte-parole autodésigné du peuple en lutte. Voilà pourquoi la chaîne a présenté ce conflit social comme un «mouvement inédit de la majorité silencieuse».

Une étude qui comparerait la façon dont les médias ont traité la lutte des cheminots au printemps dernier et celle des Gilets jaunes serait très instructive. Aucune des journées d'action des cheminots n'a été suivie de façon continue et les téléspectateurs ont été abreuvés de témoignages d'usagers en colère contre les grévistes, alors qu'on a très peu entendu les automobilistes en colère contre les bloqueurs.

Je suis convaincu que le traitement médiatique du mouvement des Gilets jaunes illustre l'une des facettes de la nouvelle forme de démocratie dans laquelle nous sommes entrés et que Bernard Manin appelle la «démocratie du public» (voir son livre *Principe du gouvernement représentatif*, 1995). De même que les électeurs se prononcent

en fonction de l'offre politique du moment – et de moins en moins par fidélité à un parti politique – de même les mouvements sociaux éclatent aujourd'hui en fonction d'une conjoncture et d'une actualité précises. Avec le recul du temps, on s'apercevra peut-être que l'ère des partis et des syndicats a correspondu à une période limitée de notre histoire, l'époque où les liens à distance étaient matérialisés par la communication écrite. Avant la Révolution française, un nombre incroyable de révoltes populaires ont éclaté dans le royaume de France, mais elles étaient toujours localisées, car le mode de liaison qui permettait de coordonner l'action des individus en lutte reposait sur des liens directs : la parole, l'interconnaissance, etc. L'État royal parvenait toujours à réprimer ces soulèvements parce qu'il contrôlait les moyens d'action à distance. La communication écrite, monopolisée par les « agents du roi », permettait de déplacer les troupes d'un endroit à l'autre pour massacrer les émeutiers.

Dans cette perspective, la Révolution française peut être vue comme un moment tout à fait particulier, car l'ancienne tradition des révoltes locales a pu alors se combiner avec la nouvelle pratique de contestation véhiculée et coordonnée par l'écriture (voir les cahiers de doléances).

L'intégration des classes populaires au sein de l'État républicain et la naissance du mouvement ouvrier industriel ont raréfié les révoltes locales et violentes, bien qu'elles n'aient jamais complètement disparu (voir le soulèvement du « Midi rouge » en 1907). La politisation des résistances populaires a permis un encadrement, une discipline, une éducation des militants, mais la contrepartie a été la délégation de pouvoir au profit des leaders des partis et des syndicats. Les mouvements sociaux qui se sont succédé entre les années 1880 et les années 1980 ont abandonné l'espoir d'une prise du pouvoir par la force, mais ils sont souvent parvenus à faire céder les dominants grâce à des grèves avec occupations d'usine, et grâce à de grandes manifestations culminant lors des « marches sur Paris » (« de la Bastille à la Nation »).

L'une des questions que personne n'a encore posée à propos des Gilets jaunes est celle-ci : pourquoi des chaînes privées dont le capital appartient à une poignée de milliardaires sont-elles amenées aujourd'hui à encourager ce genre de mouvement populaire ? La comparaison avec les siècles précédents aboutit à une conclusion évidente. Nous vivons dans un monde beaucoup plus pacifique qu'autrefois. Même si la journée des Gilets jaunes a fait des victimes, celles-ci n'ont pas été fusillées par les forces de l'ordre. C'est le résultat des

accidents causés par les conflits qui ont opposé le peuple bloqueur et le peuple bloqué.

Cette pacification des relations de pouvoir permet aux médias dominants d'utiliser sans risque le registre de la violence pour mobiliser les émotions de leur public car la raison principale de leur soutien au mouvement n'est pas politique mais économique : générer de l'audience en montrant un spectacle. Dès le début de la matinée, BFM-TV a signalé des « incidents », puis a martelé en boucle le drame de cette femme écrasée par une automobiliste refusant d'être bloquée. Avantage subsidiaire pour ces chaînes auxquelles on reproche souvent leur obsession pour les faits divers, les crimes, les affaires de mœurs : en soutenant le mouvement des Gilets jaunes, elles ont voulu montrer qu'elles ne négligeaient nullement les questions « sociales ».

Au-delà de ces enjeux économiques, la classe dominante a évidemment intérêt à privilégier un mouvement présenté comme hostile aux syndicats et aux partis. Ce rejet existe en effet chez les Gilets jaunes. Même si ce n'est sans doute pas voulu, le choix de la couleur jaune pour symboliser le mouvement (à la place du rouge) et de la *Marseillaise* (à la place de l'*Internationale*) rappelle malheureusement la tradition des « jaunes », terme qui a désigné pendant longtemps les syndicats à la solde du patronat. Toutefois, on peut aussi inscrire ce refus de la « récupération » politique dans le prolongement des combats que les classes populaires ont menés, depuis la Révolution française, pour défendre une conception de la citoyenneté fondée sur l'action directe. Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération des partis politiques assument aussi confusément la tradition des sans-culottes en 1792-1793, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1870-1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque.

C'est toujours la mise en œuvre de cette citoyenneté populaire qui a permis l'irruption dans l'espace public de porte-parole qui était socialement destinés à rester dans l'ombre. Le mouvement des Gilets jaunes a fait émerger un grand nombre de porte-parole de ce type. Ce qui frappe, c'est la diversité de leur profil et notamment le grand nombre de femmes, alors qu'auparavant la fonction de porte-parole était le plus souvent réservée aux hommes. La facilité avec laquelle ces leaders populaires s'expriment aujourd'hui devant les caméras est une conséquence d'une double démocratisation : l'élévation du niveau scolaire et la pénétration des techniques de communication audiovisuelle dans toutes les couches de la société. Cette compétence est complètement

niée par les élites aujourd'hui; ce qui renforce le sentiment de «mépris» au sein du peuple. Alors que les ouvriers représentent encore 20% de la population active, aucun d'entre eux n'est présent aujourd'hui à la Chambre des députés. Il faut avoir en tête cette discrimination massive pour comprendre l'ampleur du rejet populaire de la politique politicienne.

Mais ce genre d'analyse n'effleure même pas «les professionnels de la parole publique» que sont les journalistes des chaînes d'information continue. En diffusant en boucle les propos des manifestants affirmant leur refus d'être «récupérés» par les syndicats et les partis, ils poursuivent leur propre combat pour écarter les corps intermédiaires et pour s'installer eux-mêmes comme les porte-parole légitimes des mouvements populaires. En ce sens, ils cautionnent la politique libérale d'Emmanuel Macron qui vise elle aussi à discréditer les structures collectives que se sont données les classes populaires au cours du temps.

Étant donné le rôle crucial que jouent désormais les grands médias dans la popularisation d'un conflit social, ceux qui les dirigent savent bien qu'ils pourront siffler la fin de la récréation dès qu'ils le jugeront nécessaire, c'est-à-dire dès que l'audimat exigera qu'ils changent de cheval pour rester à la pointe de l'«actualité». Un tel mouvement est en effet voué à l'échec car ceux qui l'animent sont privés de toute tradition de lutte autonome, de toute expérience militante. S'il monte en puissance, il se heurtera de plus en plus à l'opposition du peuple qui ne veut pas être bloqué et ces conflits seront présentés en boucle sur tous les écrans, ce qui permettra au gouvernement de réprimer les abus avec le soutien de l'«opinion». L'absence d'un encadrement politique capable de définir une stratégie collective et de nommer le mécontentement populaire dans le langage de la lutte des classes est un autre signe de faiblesse car cela laisse la porte ouverte à toutes les dérives. N'en déplaise aux historiens (ou aux sociologues) qui idéalisent la «culture populaire», le peuple est toujours traversé par des tendances contradictoires et des jeux internes de domination. Au cours de cette journée des Gilets jaunes, on a entendu des propos xénophobes, racistes, sexistes et homophobes. Certes, ils étaient très minoritaires, mais il suffit que les médias s'en emparent (comme ils l'ont fait dès le lendemain) pour que tout le mouvement soit discrédité.

L'histoire montre pourtant qu'une lutte populaire n'est jamais complètement vaine, même quand elle est réprimée. Le mouvement des Gilets jaunes place les syndicats et les partis de gauche face à leurs responsabilités. Comment s'adapter à

la réalité nouvelle que constitue la «démocratie du public» pour faire en sorte que ce type de conflit social – dont on peut prévoir qu'il se reproduira fréquemment – soit intégré dans un combat plus vaste contre les inégalités et l'exploitation? Telle est l'une des grandes questions à laquelle il faudra qu'ils répondent.

SOURCE : ENTRE LES LIGNES ENTRE LES MOTS, BLOG DE GÉRARD NOIRIEL

DES GILETS ROUGES AUX GILETS JAUNES : LA CLASSE OUVRIÈRE INTROUVABLE ?

JEAN-FRANÇOIS CABRAL

22 NOVEMBRE 2018

Le jaune n'a généralement pas bonne presse au sein du mouvement ouvrier et celui-ci est parfois victime d'une certaine forme de persistance rétinienne. Pourtant si le mouvement des Gilets jaunes a quelque chose à nous apprendre, c'est justement que le monde d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec les fantômes d'hier, même si nos grilles de lecture sont restées à la traîne.

Mouvement de «petits patrons», mouvement infiltré par l'extrême droite? Ce jugement pour le moins expéditif a été largement colporté par certains milieux militants. Peut-être pas sans fondement au démarrage, mais la prise de position des directions syndicales, de la CGT et de Solidaires en particulier, ont beaucoup fait pour que la réalité mouvante d'un mouvement naissant ne soit jamais abordée autrement qu'avec suspicion.

En réalité, ce n'est pas tant le mouvement des Gilets jaunes lui-même qui est compliqué que le mouvement ouvrier. Lequel finit par être de plus en plus empêtré dans ses vieux mythes au point de ne plus très bien savoir où il habite.

Le retour des années 1930 l'obsède littéralement. Un drapeau tricolore accroché au milieu d'un barrage routier – ou le même brandi par des jeunes (souvent issus de l'immigration!) le soir d'une finale de coupe du monde et parfois doublé d'une *Marseillaise* – et ce serait le début d'une grande vague réactionnaire, voire la confirmation

d'un «fascisme» rampant... Autant de mites qui finissent par trouser nos mémoires et brouiller nos regards, car évidemment à cette aune, rien ne collera jamais avec nos schémas préétablis!

Alors posons-nous le problème à l'inverse: comment imaginer un mouvement social réel, un mouvement de masse, dans la France de 2018? Du moins si nous prenons au sérieux nos propres analyses sur le recul de la conscience de classe, la dégradation des rapports de force (dont le résultat concret est qu'une partie du prolétariat n'a jamais participé à une seule journée de grève depuis des dizaines d'années!), l'éclatement de ce même prolétariat du fait des évolutions du monde du travail et trente ans de lepénisme? Un «nouveau 68» qui surgirait de nulle part? Sociologiquement et politiquement comparable?

La formule a fini par devenir un carcan, même si elle a été brandie comme un drapeau par de nombreux Gilets jaunes. Un carcan car comment imaginer un «nouveau 68» dans un pays qui n'a plus rien à voir avec celui des années 1950-1960? Celui de l'après-guerre, du mouvement stalinien et de la guerre du Vietnam? Un «68» hors-sol, hors contexte? Comme si le seul problème cette fois serait qu'il aille «jusqu'au bout»?

La première chose est donc de remettre les compteurs à l'endroit et d'éviter de faire comme le vieux Delescluze de la Commune de Paris qui pensait pouvoir rejouer 1792 dans un monde qui avait changé.

La réalité sociale est devenue plus complexe. D'anciens prolétaires se font auto-entrepreneurs et côtoient des petits patrons qui ont les mains dans le cambouis: un problème, vraiment?

La situation politique est devenue elle aussi plus compliquée. Mais comment pourrait-elle être autrement? La majorité de notre classe n'a plus confiance dans les organisations syndicales ou politiques. Elle s'abstient plus qu'elle ne vote pour Le Pen, mais sur fond de «populismes» variés et nauséabonds dans toute l'Europe. Dans ces conditions, faut-il croire au miracle du Saint-Esprit? Même dans les cortèges de grévistes cheminots, combien étaient-ils à trouver que «Marine ne dit pas que des conneries»? Et à ne rien lâcher face aux patrons, face au gouvernement, tous ensemble?

On peut bien sûr rester au bord de la piscine et trouver que l'eau est un peu froide à notre goût. On peut aussi se dire qu'on a encore de la chance d'avoir un mouvement social qui s'en prend au «Président des riches» et qui veut comprendre où va l'argent, à quoi il sert, et pourquoi on nous taxe au moment où on supprime l'ISF, au lieu

de s'en prendre collectivement et violemment aux migrants comme cela se passe aujourd'hui en Allemagne ou en Italie.

LE TEMPS NOUS EST COMPTÉ

La montée des idées réactionnaires est partout, y compris dans les quartiers populaires pourtant victimes de racisme et de discriminations. Face au danger, la réponse n'est pas dans la désertion. Elle ne consiste pas non plus à se payer de mots sur les syndicats et leurs directions qui devraient appeler à une «journée d'action interprofessionnelle», en se faisant croire que ça va être possible dans les jours qui viennent. Les directions ne sont pas prêtes et il ne suffit pas de claquer dans les doigts. Par contre la question se posera concrètement samedi de savoir si on en sera, ou pas. Il faudra en être, bien évidemment!

Alors peut-être que les uns et les autres, nous aurions aimé que les choses se passent autrement. Mais pour l'instant, il y a ce mouvement réel et ce mouvement avance. Il se décante même à sa façon, malgré l'absence d'une partie des militants du mouvement ouvrier, même si rien n'est définitivement acquis non plus. Les patrons du transport routier ont sans doute envisagé pouvoir s'en servir. Mais le 19 novembre, le naturel a vite repris le dessus en appelant le gouvernement à dégager les barrages.

Ce mouvement fait partie de notre classe telle qu'elle est et nous avons notre part de responsabilité. Non pas en agitant l'épouvantail des «fachos», en tétanisant notre milieu. Mais en faisant ce qu'ont fait les camarades de la CGT de PSA, en appelant à la grève samedi dernier, sans rien opposer.

Nous savons désormais d'expérience que nos mots d'ordre autour des salaires et de la taxation des riches ne sont pas étrangers, encore moins rejetés par le mouvement. Encore faut-il qu'ils s'expriment en dehors des tous petits milieux de la «gauche sociale et politique» que la plupart des gens n'ont plus envie d'écouter ou ignorent tout simplement. [...]

SOURCE : MEDIAPART

LE BESOIN D'UNE UNITÉ QUI DONNE UNE PERSPECTIVE À TOUS LES TRAVAILLEUR-EUSES, AVEC OU SANS GILET JAUNE

L'INSURGÉ

23 NOVEMBRE 2018

Depuis dix-huit mois, le gouvernement Macron mène une offensive d'une immense brutalité contre les travailleurs et travailleuses, contre les acquis sociaux et les services publics. Tout y passe : le Code du travail et la protection contre les licenciements, le pouvoir d'achat des retraité·es avec la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée – impôt), le statut des cheminots de la SNCF, le pouvoir d'achat de tous avec les hausses massives du gazole et de l'essence, du gaz et de l'électricité, du timbre-poste...

Des hôpitaux sont fermés, les universités asphyxiées sont mises en concurrence, les lycéens bacheliers ne peuvent plus accéder à l'université de leur choix, les contrats à durée déterminée et toutes les formes de petits boulots se développent au détriment des contrats à durée indéterminée, les réfugié·es, les migrant·es sont pourchassé·es, etc.

Et ce n'est pas fini : sont annoncées la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et la dislocation de leur statut, la destruction du système des retraites, l'obligation pour tous les jeunes d'un service civique obligatoire pour les embrigader, les endoctriner...

Et depuis dix-huit mois, les partis bourgeois (Parti républicain de Wauquiez et Rassemblement national de Marine le Pen) critiquent Macron... parce qu'il ne va pas assez loin ni assez vite dans sa politique antisociale !

Depuis plus d'un an, les travailleurs n'ont cessé de se mobiliser contre cette politique : mobilisation en défense du Code du travail, mobilisation des cheminots, manifestations des retraités, grèves et manifestations des enseignants, des infirmières et hospitaliers, des personnels des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Dans toutes ces mobilisations, les syndicats des travailleurs ont été un outil d'organisation

indispensable. Mais la politique suivie par les directions syndicales a conduit à l'échec : souvent ces directions ont refusé de formuler des revendications claires (d'exiger par exemple le retrait du projet contre les cheminots et la SNCF) et, toujours, elles ont accepté de discuter avec Macron et son gouvernement, de se concerter sur les projets réactionnaires : ce dialogue social permanent a sauvé le gouvernement et sa politique, le dialogue social conduit les travailleurs et travailleuses à l'échec !

Dans ces conditions, il est assez logique que la protestation sociale surgisse de nouveau, mais par d'autres voies. C'est le cas depuis quelques jours avec celle des Gilets jaunes.

WAUQUIEZ ET LE PEN TENTENT D'INSTRUMENTALISER LA COLÈRE SOCIALE

Le mouvement des Gilets jaunes est spontané... mais la spontanéité surgit toujours dans des conditions concrètes et peut être « aigüillonnée » par des forces organisées, sociales et politiques. Ainsi, plusieurs semaines avant le 17 novembre, début de la mobilisation, les médias assuraient la couverture de cette action et des quotidiens locaux y consacraient leur première page un jour sur deux.

L'absence de revendications claires, la non-organisation de cette mobilisation ont facilité les opérations de Wauquiez, Dupont-Aignan [Debout la France] et Marine Le Pen qui ont incité leurs militants à s'inscrire dans les barrages routiers et les rassemblements, alors que toute leur politique va dans le même sens que Macron. Il en est résulté un certain nombre d'actes intolérables (propos racistes ou homophobes, livraison de sans-papiers à la gendarmerie...). Cela est inévitable : l'absence de frontières de classe laisse la porte ouverte à toutes les dérives.

Pourtant, une grande partie des Gilets jaunes sont des salarié·es, des retraité·es et des chômeurs et chômeuses, des artisans. Ils ne peuvent que vomir ces dérives. Encore faut-il que les organisations « ouvrières », syndicats et partis, reprennent l'initiative du combat contre Macron et fournissent à toute la population laborieuse les moyens politiques de ce combat.

NÉCESSITÉ DU FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE MACRON, WAUQUIEZ, LE PEN

Du côté des partis de « gauche » (plus ou moins d'origine ouvrière, et tous plus ou moins réformistes), cela implique de mettre fin à une politique de division et à la concurrence électorale pour des postes d'élus aux prochaines élections européennes et municipales. Il s'agit de réaliser l'unité sur des mots d'ordre clairs : entre autres la hausse

des salaires, le refus de toute nouvelle réforme des retraites, le refus du service civique-militaire obligatoire pour la jeunesse, l'abrogation de la réforme de la SNCF...

Une telle unité éviterait que certains dirigeants «de gauche» aillent manifester aux côtés de Dupont Aignan déguisé en gilet jaune.

Du côté des organisations syndicales, l'urgence absolue est de mettre fin au dialogue social avec le gouvernement qui ne sert qu'à conforter sa politique. Sur cette base, il s'agit de proposer le rassemblement de tous les travailleurs et travailleuses, avec leurs organisations, sur des revendications claires: augmentation des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu, retour à l'échelle mobile des salaires (augmentant comme les prix) garantissant au minimum le pouvoir d'achat, suppression de la CSG et défense de la sécurité sociale (suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales), retrait des projets de lois contre l'école et contre la fonction publique, aucune suppression de postes dans les services publics (hôpitaux, école, poste...) et création de tous les emplois nécessaires (EHPAD...).

L'unité des organisations, sur de tels mots d'ordre, par la grève et les manifestations unies, serait le moyen d'infliger une défaite à Macron, d'ouvrir ainsi la perspective de son départ nécessaire.

Une telle unité donnerait une perspective à tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans Gilets jaunes. Elle mettrait en échec les manœuvres de Wauquiez et de Le Pen qui cherchent à instrumentaliser la colère sociale et dont l'objectif est de récupérer tôt ou tard le pouvoir pour finir de détruire tous les acquis sociaux.

Macron devra, tôt ou tard, partir mais cela ne doit pas être au profit de Wauquiez ou de Le Pen; ce départ doit au contraire ouvrir la voie à un gouvernement au service des travailleurs et travailleuses.

SOURCE : À L'ENCONTRE

POURQUOI ET COMMENT EN ÊTRE

ALAIN BIHR

2 DÉCEMBRE 2018

Il n'est plus nécessaire de rappeler l'ampleur d'un mouvement qui n'a eu d'égale que la surprise générale qu'a provoqué son déclenchement et que prolongent sa durée et sa radicalisation. Par contre, son existence même et son devenir continuent à poser quelques questions théoriques et politiques.

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES DU MOUVEMENT

Les reportages journalistiques à chaud tout comme les témoignages de militants ayant pris part au mouvement de blocages permettent d'en souligner l'hétérogénéité en termes de composition de classe qui contraste avec sa concentration spatiale¹.

Sa composition pluriclassiste ne fait guère de doute, le gros en étant cependant constitué par des prolétaires (ouvriers et employés, salariés ou non), auxquels s'ajoutent des membres des couches inférieures de l'encadrement (agents de maîtrise, techniciens) ou de la petite-bourgeoisie (artisanne essentiellement, souvent des auto-entrepreneurs, mais aussi paysanne et même intellectuelle, par exemple des infirmières libérales) et même des éléments du petit patronat. On peut aussi relever la présence de femmes et de retraité-e-s bien plus importante que dans les mobilisations dont nous avons l'habitude.

Si cette hétérogénéité n'a pas nui au mouvement, c'est que tous et toutes partagent un certain nombre de points communs ayant rendu possible leur convergence. Ce sont autant de victimes des politiques austéritaires pratiquées par l'ensemble

1. À ces deux sources d'information, je me permets d'en ajouter une troisième, plus restreinte spatialement mais plus directe et plus compréhensive, plus subjective aussi. Depuis plusieurs années, je passe les deux tiers de mon temps dans un petit village en Déodatie (la région de Saint-Dié-des-Vosges), ce qui m'a permis d'observer directement bon nombre de phénomènes qui éclairent le déclenchement du mouvement des Gilets jaunes. Lors du premier week-end de mobilisation de ces derniers, dans un rayon de dix kilomètres autour de ce village, ce ne sont pas moins de cinq blocages qui y ont eu lieu (deux aux principales entrées dans Saint-Dié, un à Moyenmoutier, un à La Petite Raon, un à Raon-L'Étape). Le département des Vosges a connu ce weekend-là quelque quatre-vingt points de blocage, la plupart concentrés dans l'est du département, au pied du massif vosgien même, quelques-uns dans des localités que vous aurez du mal à situer sur une carte : Provenchères-sur-Fave, Frapelle, Anould, Le Syndicat, etc.

des gouvernements depuis près de quatre décennies. Elles se sont traduites pour elles par la dégradation de leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération; par la difficulté grandissante de «joindre les deux bouts en fin de mois»; par l'angoisse grandissante du lendemain pour soi et pour les siens (les enfants notamment); par la dégradation ou même la disparition des services publics et équipements collectifs auxquels elles pouvaient naguère encore avoir accès; par le sentiment de n'être plus représentées (prises en compte et en considération) par personne (notamment les organisations syndicales, professionnelles, politiques), si ce n'est quelquefois les maires (mais qui ont de moins de moins de pouvoir); par le sentiment d'être abandonnées et laissées à elles-mêmes et d'être franchement méprisées, par des gouvernants qui n'ont plus d'yeux, d'oreilles et de voix que pour «les premiers de cordée»!

Ces «dépossédés» disposent cependant encore de cette force collective qu'est la solidarité locale, basée sur des liens de parenté et de voisinage, faite de connaissance et de reconnaissance réciproques, mais aussi de toute une «économie souterraine» d'entraide, d'échanges de services, de dons et de contre-dons, qui assure au-delà de la survie la possibilité de «s'en sortir». Sans quoi on ne s'expliquerait pas que des hommes et des femmes aient participé aux opérations menées par les Gilets jaunes, dans la froidure de novembre, plusieurs jours de suite et jusqu'à plus de dix dans certains cas.

La seconde caractéristique sociologique notable du mouvement est sa localisation dans le rural périurbain. C'est que les catégories sociales précédentes sont de plus en plus expulsées des centres urbains et même des périphéries urbaines immédiates sous l'effet de l'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier urbains et de l'étalement spatial des villes (développement du rurbain). D'autre part, dans cet espace, la dépendance à l'égard de l'automobile individuelle est maximale: il y faut au moins une automobile par ménage non seulement pour aller au boulot, mais aussi pour faire ses courses, emmener les enfants à l'école et aux activités périscolaires, se rendre chez le médecin, effectuer les démarches administratives indispensables, participer aux activités associatives locales, etc., du fait de la concentration grandissante des équipements et des services, privés ou publics, dans les centres ou les périphéries urbains, de l'absence ou de la carence des moyens de transport en commun, de la préférence accordée à l'habitation individuelle favorisant la dispersion de l'habitat.

D'où, le caractère contraint des dépenses de carburants pour ces ménages¹ et, par conséquent, vu leur précarité budgétaire, l'extrême sensibilité de ces populations au prix des carburants. Ce sont leur augmentation continue au cours de ces derniers mois, suivant en cela le cours du pétrole sur le marché mondial, et l'annonce de leur augmentation prochaine (au 1^{er} janvier: + 6,5 centimes par litre de gazole, + 2,9 centimes par litre de SP95) sous l'effet de l'alourdissement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) qui ont constitué la goutte d'eau qui a mis le feu aux poudres! D'autant plus que, parce que le gazole a été longtemps sous-taxé relativement aux autres carburants, le parc des voitures individuelles compte encore aujourd'hui plus de 60% de véhicules à moteur diesel. D'où aussi le choix de leurs modes d'action (bloquer ou filtrer la circulation automobile pour sensibiliser les automobilistes) et le choix du symbole de ralliement (le fameux gilet jaune).

DES CARACTÉRISTIQUES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES DU MOUVEMENT

La composition sociologique du mouvement suffit pour l'essentiel à en expliquer les limites originelles sur le plan politique et idéologique. Ses revendications immédiates se sont limitées à exiger une baisse du prix des carburants, notamment des taxes entrant pour 60% dans ce prix. Mais cette dimension antifiscale ne s'en est prise qu'à un aspect mineur de la politique fiscale du gouvernement, sans remettre en cause l'ensemble de celle-ci, notamment l'augmentation de la fiscalité indirecte au bénéfice de la fiscalité directe et, au sein de cette dernière, de la fiscalité sur les revenus du travail au bénéfice des revenus du capital, donc des hauts revenus et des grandes fortunes: voir la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (les entreprises: IS), la flat tax sur les revenus du capital, la suppression des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IRPP), la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)². Et les Gilets jaunes n'ont pas davantage immédiatement contesté l'affectation des recettes fiscales (le

1. Comme l'a opportunément rappelé Michel Husson, «Les fondements microéconomiques de la connerie», <http://alencontre.org/economie/les-fondements-microeconomiques-de-la-connerie.html>.

2. Selon une estimation de l'OFCE, ce sont les 5% de ménages les plus riches qui seront les principaux bénéficiaires de la politique socio-fiscale de l'actuel gouvernement, qui (indépendamment d'autres facteurs) leur vaudra de connaître une augmentation de pouvoir d'achat de 2,2% fin 2019 par rapport à fin 2017, alors que les 5% de ménages plus pauvres n'y auront gagné que 0,2%: onze fois moins! Voir M. Plane et R. Sampognaro, «Budget 2018: pas d'austérité mais des inégalités», *Policy Brief de l'OFCE*, n° 30, janvier 2018, www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2018/Pbrief30.pdf.

volet dépenses publiques) au bénéfice là encore du capital (voir par exemple le crédit compétitivité emploi – CICE – d'un montant de quelque cent dix milliards sur cinq ans) au détriment du travail (les coupes claires dans le financement des services publics et des équipements collectifs, dont une partie constitue la part socialisée du salaire). Mais pareilles limites n'étaient a priori pas étonnantes de la part de populations qui n'ont eu jusqu'à présent, pour l'immense majorité d'entre elles, aucune expérience ni formation politiques et dont c'étaient souvent la première mobilisation revendicative.

C'est en tirant argument de pareilles limites immédiates que différentes voix se sont fait entendre pour discréditer le mouvement ou, du moins, jeter la suspicion sur lui. Passons sur le mépris ordinaire de «premiers de cordée» pour le «bas peuple». Plus étonnantes et inquiétantes ont été celles de ces voix en provenance de la gauche et même de l'extrême gauche. Le mouvement a ainsi été qualifié de poujadiste. Dans la seconde moitié des années 1950, le poujadisme a été un mouvement essentiellement composé d'éléments de la petite-bourgeoisie (notamment commerçante) et du petit capital menacé par la pénétration du grand capital (en devenir oligopolistique) dans certaines branches de l'industrie, du commerce et des services ainsi que par la mise en place des institutions caractéristiques du compromis fordiste entre capital et travail salarié (notamment la Sécurité sociale). Alors que le présent mouvement est à dominante des éléments du prolétariat menacés par le démantèlement continu des acquis du compromis fordiste. Seul point commun: l'antifiscalisme; mais alors qu'il a été un point de fixation pour le mouvement poujadiste, le présent mouvement des Gilets jaunes l'a déjà dépassé, comme on le verra plus loin.

Nos «belles âmes» de gauche et d'une partie de l'extrême gauche ont aussi accusé ce mouvement d'être à la traîne de la droite dure et de l'extrême droite. Ces accusations ont été lancées sur la base de l'observation de propos, slogans ou comportements sexistes et racistes au sein des collectifs de Gilets jaunes; de la présence dans des collectifs de symboles ou de marqueurs de la droite ou de l'extrême droite nationaliste (le drapeau tricolore, la *Marseillaise*); du soutien immédiat recueilli par les Gilets jaunes de la part des leaders d'extrême droite ou de la droite extrême (Le Pen, Dupont-Aignan, Vauquiez) tentant de récupérer le mouvement à leurs fins propres et de la participation de militants d'extrême droite à certains de leurs collectifs.

Bien qu'à de multiples reprises les Gilets jaunes aient déclaré se vouloir «apolitiques» (il est vrai que l'apolitisme est plutôt de droite), répondons quand même aux accusations précédentes. Outre que les actes et paroles racistes ou sexistes sont restés minoritaires en leur sein, les Gilets jaunes n'ont malheureusement pas le monopole ni du sexisme ni du racisme. De ce point de vue, des militants et organisations de gauche et d'extrême gauche feraient bien de balayer devant leur propre porte. De plus, attendre qu'un mouvement populaire spontané soit idéologiquement pur pour le soutenir et y intervenir, c'est se condamner à l'impuissance et mettre la charrue avant les bœufs: exiger comme point de départ ce qui ne peut être qu'un point d'arrivée. Par ailleurs, il est discutable de faire du drapeau tricolore et de la *Marseillaise* des marqueurs de la seule droite ou extrême droite nationaliste; on peut tout aussi bien rappeler l'héritage révolutionnaire qui y est attaché, le seul à la disposition de populations privées de tout autre héritage révolutionnaire. Enfin et surtout, ce n'est pas tant la présence d'éléments de la droite et l'extrême nationalistes dans le mouvement des Gilets jaunes dont il faut s'alarmer que l'absence de la gauche et de l'extrême gauche pour leur faire contrepoids et les chasser du mouvement.

CRITIQUE DE L'ATTITUDE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES DE GAUCHE ET D'UNE PARTIE DE L'EXTRÊME GAUCHE

Dans leur ensemble, ces organisations se sont en effet tenues à l'écart de ce mouvement, au moins dans un premier temps. Du côté politique, on a assisté à un soutien du bout des lèvres du côté du PS (pas encore remis de sa déconfiture de l'an dernier) et du PC (occupé par son congrès), à un soutien plus résolu du côté de la FI, du NPA ou d'AL (Alternative libertaire) mais sans pour autant appeler à une participation massive au mouvement – quelques individualités mises à part (Ruffin, Besancenot, Poutou). Quant aux organisations syndicales, elles ont présenté un dégradé d'attitudes allant de l'indifférence à la franche méfiance confinante à l'hostilité (le pompon revenant comme d'habitude à la CFDT, dont le secrétaire général y aura vu «une forme de totalitarisme») – à l'exception de quelques structures locales ou fédérales (CGT-Métallurgie, Sud-Industrie, SUD-PTT, FO-Transports) et, bien évidemment, de ceux de leurs militants ou membres qui ont, au contraire, plus ou moins rapidement fait le choix contraire.

Les raisons d'une telle attitude sont multiples. Y ont eu leur part les critiques précédentes du mouvement, assorties de l'accusation de rouler

pour le patronat... de l'industrie de transport routier, qui a soutenu le mouvement du fait de sa revendication-phare, avant de se rétracter rapidement en protestant contre les blocages routiers. Plus profondément, il faut sans doute incriminer l'hostilité de principe à l'égard de mouvements sociaux spontanés (le mouvement des Gilets jaunes est parti d'une pétition qui a circulé sur les «réseaux sociaux») de la part d'états-majors qui ont l'habitude de faire défiler leurs troupes où et quand eux seuls l'ont décidé. Enfin, il faut encore pointer leur extériorité à l'égard de toute cette partie des couches populaires dans laquelle ces organisations n'ont pas (plus) aucune implantation et qui leur est devenue aussi étrangère et invisible qu'elle l'est pour le pouvoir. Ce qui en dit long sur leur manque d'ancrage dans le «pays réel» et a valu à ces soi-disant avant-gardes de se retrouver à la traîne d'un mouvement populaire, au moins à ses débuts.

Évidemment, pareille attitude est non seulement une erreur mais une faute politique grave. Le mouvement des Gilets jaunes est certes composite, partagé entre des tendances divergentes, gros de possibles contraires. Sa plate-forme revendicative initiale était pauvre et son horizon politique limité (pour ne pas dire inexistant). Mais son potentiel de lutte était et reste énorme, comme l'ont déjà prouvé l'enrichissement de la première et l'élargissement du second¹. Et c'est précisément la mission des organisations syndicales et politiques anticapitalistes d'intervenir en son sein et à ses côtés pour amplifier, accélérer ce double processus et orienter le mouvement dans un sens globalement favorable aux intérêts de classe de ses membres. Reste à déterminer comment.

PROPOSITIONS POUR PÉRENNISER, ÉTENDRE ET RENFORCER LE MOUVEMENT

Surtout ne pas intervenir en donneurs de leçons et, encore moins, en donnant l'impression de vouloir récupérer le mouvement au profit d'une organisation quelconque ou d'un programme politique défini. Défendre au contraire l'autonomie intégrale du mouvement par rapport à

1. Voir par exemple la plate-forme revendicative adoptée le 28 novembre en prévision de la réception d'un certain nombre de délégués à Matignon (qui n'a finalement pas eu lieu) : www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/zero-sdf-retraites-superieures-a-1-200-euros-salaire-maximum-a-15-000-euros-decouvrez-la-longue-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes_3077265.html?fbclid=IwAR0JFfwjPHMqH28JEzSiLdKp3_YuHGxEPoZAlhNBznMn6OIC4qaZXydfEA. Voir aussi la vidéo visible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=gjV1gy9LUBg. Ainsi que la liste des revendications dans les «cahiers de doléances» publié, ce 2 décembre 2018, sur le site [Alencontre.org](https://alencontre.org/europe/france/france-debat-les-cahiers-de-doleances-des-gilets-jaunes.html), <https://alencontre.org/europe/france/france-debat-les-cahiers-de-doleances-des-gilets-jaunes.html>.

l'extérieur et la démocratie interne. Et se contenter de défendre, en son sein, un certain nombre de propositions parmi lesquelles je livre les suivantes à la discussion.

Quant aux formes d'organisation. Promouvoir la démocratie assembléeiste dans les collectifs. Faire de chaque rassemblement un lieu de discussion et de délibération. Défendre l'autonomie des collectifs locaux tout en plaidant pour la plus large coordination possible entre les collectifs locaux sur une base territoriale définie par eux. Mandater strictement les délégués aux coordinations en question. Ne pas accepter l'institution de soi-disant représentants nationaux chargés de négocier avec le gouvernement. Mais chercher autant que possible à favoriser le rapprochement avec les organisations et mouvements qui se seront déclarés favorables au mouvement et lui auront apporté leur soutien, sans tentative d'instrumentalisation de part ou d'autre, à commencer par celles et ceux (essentiellement les organisations syndicales et les mouvements lycéens et étudiants) qui sont déjà engagés dans des actions revendicatives sur leur terrain propre. Car le potentiel de mécontentement et de révolte est immense dans l'ensemble du pays, comme l'ont prouvé le samedi 1^{er} décembre des scènes d'émeute à Paris mais aussi en province (Marseille, Saint-Étienne, Le Puy-en-Velay, Tours), qui n'ont pas été le fait des seuls «casseurs» habituels.

Quant au contenu revendicatif. Proposer l'élaboration d'une plate-forme revendicative intégrant des revendications immédiates tout en défendant la nécessité de les élargir et de les approfondir. À titres d'exemples :

* Baisse immédiate du prix des carburants par l'intermédiaire de la TICPE, qui constitue actuellement la quatrième source de recettes fiscales de l'État (après la TVA, l'IRPP, et l'IS). Institution d'un prix administré de manière à éviter les dérapages à la pompe.

* Forte revalorisation des principaux revenus dont vivent les couches populaires mobilisées : porter le Smic et les pensions de retraite au niveau du salaire médian actuel (environ 1 700 euros) ; revalorisation équivalente de l'ensemble des prestations sociales ; porter les minimas sociaux au-delà de l'actuel seuil de pauvreté (par exemple à 1 200 euros).

* Adoption et mise en œuvre urgente d'un plan de lutte contre la misère. Relogement de tous les SDF dans des logements vacants comme la loi l'y autorise.

* Instauration d'un encadrement des loyers. Lancement d'un programme pluriannuel d'isolement

de l'ensemble des logements, sociaux ou non, financés sur fonds publics, en commençant par ceux occupés par des ménages en état de précarité énergétique.

* Allègement de la fiscalité indirecte (par exemple élargissement du panier des biens et services soumis au taux de TVA réduit avec imposition d'un prix plafond – pour éviter que les commerçants n'empochent la différence). Allègement de la fiscalité directe pesant sur le travail (par exemple des taux de la CSG). Alourdissement de la fiscalité directe sur le capital, les hauts revenus et les grandes fortunes: rétablissement des tranches supérieures de l'IRPP; augmentation du taux d'imposition des revenus de la propriété au titre de protection sociale; forte taxation de la part des profits distribués sous forme de dividendes; augmentation du taux de l'IS; rétablissement de l'ISF. Suppression du CICE et de l'ensemble des niches fiscales, dont le montant sera réaffecté au financement des différentes mesures écologiques et sociales énoncées par ailleurs.

* Adoption d'un moratoire sur la dette publique. Ouverture d'une procédure d'audit de cette dette pour en déterminer la part illégitime qui ne sera pas remboursée.

* Élaboration d'un cahier revendicatif contre la dégradation des services publics et, inversement, pour le renforcement de ces services, notamment en matière de transports (réouverture de lignes locales de chemin de fer fermées, gratuité des transports en commun), de santé (institution d'une période de présence obligatoire des jeunes médecins dans les déserts médicaux, réouverture des hôpitaux et services hospitaliers fermés, en les dotant de moyens supplémentaires) et d'éducation (aucune fermeture de classe dans le primaire, institution d'une distance minimale à parcourir par les élèves de l'enseignement secondaire et mise en place de ramassage scolaire systématique, des moyens supplémentaires pour les activités périscolaires).

* Abrogation de l'ensemble des mesures visant au démantèlement de la protection sociale: abrogation des mesures de déremboursement des médicaments; plan d'urgence pour pouvoir les hôpitaux publics de moyens supplémentaires et abandon de toute subvention aux cliniques privées; instauration d'un droit à la retraite pour tous après trente ans d'activité sur la base de 75% du meilleur revenu brut d'activité plafonné à deux fois le Smic¹.

Quant aux formes d'action. Sans abandonner les opérations de blocage ou de filtrage de la circulation automobile aux abords des villes (pour discuter avec les automobilistes, les inciter à rejoindre le mouvement, leur faire connaître les revendications), adopter des formes d'action adaptées aux revendications précédentes (par exemple blocage ou occupation de services publics pour appuyer les revendications des personnels de ces services et informer les publics des revendications à leur sujet; investissement des mairies, des conseils départementaux et régionaux, des permanences des députés et sénateurs pour les contraindre à relayer les revendications précédentes).

Mais, surtout, il me paraît nécessaire de privilégier les actions décentralisées mais coordonnées en province plutôt que des actions centralisées sur Paris: pour permettre au maximum de personnes d'y prendre part; pour permettre aux collectifs locaux de rester maîtres de leurs décisions et de leur calendrier; pour paralyser progressivement le pays; pour épuiser le gouvernement et ses soi-disant «forces de l'ordre» en les obligeant à multiplier leurs points d'intervention et leur déplacement.

Par-delà les propositions précédentes, qui peuvent et doivent être débattues collectivement au sein du mouvement, c'est surtout la nécessité et l'urgence d'intervenir au sein de celui-ci pour lui permettre d'aller le plus loin possible qui ne devrait plus faire débat au sein des organisations syndicales et politiques anticapitalistes. Et, quelle que soit son issue, ce mouvement aura révélé l'existence d'un immense champ de couches populaires qui doit constituer une véritable terre de mission pour ces organisations dans les mois et années à venir. Sans quoi il ne faudra pas s'étonner et se plaindre de voir ces couches populaires céder encore un peu plus aux sirènes de l'extrême droite qui sauront, pour leur part, y attiser le ressentiment, y semer la xénophobie et racisme et y favoriser le repli identitaire.

SOURCE : À L'ENCONTRE

1. Une bonne partie de ces mesures font déjà partie de la plateforme revendicative signalée dans la note précédente.

Les éditions Syllepse vous invitent à découvrir leur catalogue

www.syllepse.net



quand l'acide

ALL POWER TO THE PEOPLE

Une révolution inachevée

1871
AUTOUR DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

Henri Lefebvre
Métaphilosophie

L'ALGERIE AU COEUR

COLLECTIF ANGES MORTS
FRANCE D'ETAT
VILHERS-LE-BEL
DES REVOLTES
AUX PROCES

Revolutions mexicaine

DE SUEUD ET DE SANG

Textes et discours
DES BLACK PANTHERS

CHICAGO
LE MOMENT 6

ragan Katrina
Le désastre annoncé

Violence et colonisation

les cahiers de l'émancipation

FÉMINISME
AU PLURIEL

Agrocarburants :
impacts au Sud ?

Travail, peurs
et résistances

DES LIVRES POUR ALLER PLUS LOIN QUE L'IMPOSSIBLE

PERMIS DE TUER

LES FEMMES DE LA REVOLTE

IVENGEREMO

TEMPS

ARMAND GATTI
PREMIER VOYAGE EN LANGUE MAYA
AVEC SURREALISTES A BORD

L'INSURRECTION
DE MARTINIQUE
1870-1871

État des résistances
dans le Sud
Amérique latine

BRULER LES PRISONS
DE L'APARTHEID
Michèle Firk
est restée au Guatemala



Guadeloupe: le

La Matrie n'importe...

État des résistances
dans le Sud
Afrique

Palestine:
mémoire et perspectives

FACE A LA POLICE
FACE A LA JUSTICE
GUIDE D'AUTODEFENSE JURIDIQUE



Anthologie du surréalisme
sous l'Occupation

COUTEAUX
TIRÉS

AMÉRIQUES LATINES -
ÉMANCIPATIONS EN
CONSTRUCTION

UN TROTSKI
DANS L'EN
NAZI

EDITIONS
SYLLEPSE

